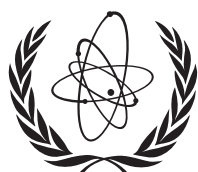


Manuel des opérations de communication en cas d'incident et d'urgence

DATE D'EFFET : 1^{er} JUIN 2012



IAEA

Agence internationale de l'énergie atomique

NORMES DE SÛRETÉ DE L'AIEA ET PUBLICATIONS CONNEXES

NORMES DE SÛRETÉ

En vertu de l'article III de son Statut, l'AIEA a pour attributions d'établir ou d'adopter des normes de sûreté destinées à protéger la santé et à réduire au minimum les dangers auxquels sont exposés les personnes et les biens et de prendre des dispositions pour l'application de ces normes.

Les publications par lesquelles l'AIEA établit des normes paraissent dans la **collection Normes de sûreté de l'AIEA**. Cette collection couvre la sûreté nucléaire, la sûreté radiologique, la sûreté du transport et la sûreté des déchets, et comporte les catégories suivantes : **fondements de sûreté, prescriptions de sûreté et guides de sûreté**.

Des informations sur le programme de normes de sûreté de l'AIEA sont disponibles sur le site internet de l'AIEA :

<http://www-ns.iaea.org/standards/>

Le site donne accès aux textes en anglais des normes publiées et en projet. Les textes des normes publiées en arabe, chinois, espagnol, français et russe, le Glossaire de sûreté de l'AIEA et un rapport d'étape sur les normes de sûreté en préparation sont aussi disponibles. Pour d'autres informations, il convient de contacter l'AIEA à l'adresse suivante : BP 100, 1400 Vienne (Autriche).

Tous les utilisateurs des normes de sûreté sont invités à faire connaître à l'AIEA l'expérience qu'ils ont de cette utilisation (c'est-à-dire comme base de la réglementation nationale, pour des examens de la sûreté, pour des cours) afin que les normes continuent de répondre aux besoins des utilisateurs. Les informations peuvent être données sur le site internet de l'AIEA, par courrier (à l'adresse ci-dessus) ou par courriel (Official.Mail@iaea.org).

PUBLICATIONS CONNEXES

L'AIEA prend des dispositions pour l'application des normes et, en vertu des articles III et VIII C de son Statut, elle favorise l'échange d'informations sur les activités nucléaires pacifiques et sert d'intermédiaire entre ses États Membres à cette fin.

Les rapports sur la sûreté et la protection dans le cadre des activités nucléaires sont publiés dans la **collection Rapports de sûreté**. Ces rapports donnent des exemples concrets et proposent des méthodes détaillées à l'appui des normes de sûreté.

Les autres publications de l'AIEA concernant la sûreté paraissent dans les collections **Radiological Assessment Reports, INSAG Reports** (Groupe consultatif international pour la sûreté nucléaire), **Technical Reports** et **TECDOC**. L'AIEA édite aussi des rapports sur les accidents radiologiques, des manuels de formation et des manuels pratiques, ainsi que d'autres publications spéciales concernant la sûreté.

Les publications ayant trait à la sécurité paraissent dans la **collection Sécurité nucléaire de l'AIEA**.

La collection Énergie nucléaire de l'AIEA est constituée de publications informatives dont le but est d'encourager et de faciliter le développement et l'utilisation pratique de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, ainsi que la recherche dans ce domaine. Elle comprend des rapports et des guides sur l'état de la technologie et sur ses avancées, ainsi que sur des données d'expérience, des bonnes pratiques et des exemples concrets dans les domaines de l'électronucléaire, du cycle du combustible nucléaire, de la gestion des déchets radioactifs et du déclassé.

EPR-IEComm (2012)

**Préparation et conduite
des interventions d'urgence**

Manuel des opérations de communication en cas d'incident et d'urgence

NOTE CONCERNANT LE DROIT D'AUTEUR

Toutes les publications scientifiques et techniques de l'AIEA sont protégées par les dispositions de la Convention universelle sur le droit d'auteur adoptée en 1952 (Berne) et révisée en 1972 (Paris). Depuis, le droit d'auteur a été élargi par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (Genève) à la propriété intellectuelle sous forme électronique. La reproduction totale ou partielle des textes contenus dans les publications de l'AIEA sous forme imprimée ou électronique est soumise à autorisation préalable et habituellement au versement de redevances. Les propositions de reproduction et de traduction à des fins non commerciales sont les bienvenues et examinées au cas par cas. Les demandes doivent être adressées à la Section d'édition de l'AIEA :

Unité de la promotion et de la vente, Section d'édition
Agence internationale de l'énergie atomique
Centre international de Vienne
B.P. 100
1400 Vienne (Autriche)
fax : +43 1 2600 29302
tél. : +43 1 2600 22417
mél. : sales.publications@iaea.org
<http://www.iaea.org/books>

Pour d'autres informations sur la présente publication, veuillez contacter :

Centre des incidents et des urgences,
Agence internationale de l'énergie atomique
Centre international de Vienne
B.P. 100
1400 Vienne (Autriche)
Mél. : Official.Mail@iaea.org

MANUEL DES OPÉRATIONS DE COMMUNICATION EN CAS D'INCIDENT ET D'URGENCE
AIEA, VIENNE, 2013
EPR-IEComm (2012)

© AIEA, 2013
Imprimé par l'AIEA en Autriche
Juillet 2013

Avant-propos

La Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire (« Convention sur la notification rapide ») et la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique (« Convention sur l'assistance ») sont les principaux instruments juridiques qui établissent un cadre international pour faciliter l'échange d'informations et la fourniture rapide d'une assistance en cas d'incident ou d'urgence nucléaire ou radiologique, avec pour objectif de réduire le plus possible les conséquences. Ces conventions attribuent des fonctions spécifiques à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Les arrangements conclus entre l'AIEA, les États Membres de l'AIEA et/ou les parties à l'une ou l'autre convention, toutes les autres organisations intergouvernementales internationales (ci-après dénommées « les organisations internationales ») pertinentes et d'autres États pour faciliter l'application de ces conventions — en particulier en ce qui concerne les articles qui sont opérationnels par nature — sont documentés dans le présent Manuel des opérations de communication en cas d'incident et d'urgence (IEComm).

L'IEComm succède au Manuel des opérations techniques de notification et d'assistance en cas d'urgence (ENATOM), publié pour la première fois le 18 janvier 1989. Depuis, les États Membres, les parties aux conventions sur la notification rapide et sur l'assistance, les organisations internationales pertinentes et les autres États ont régulièrement reçu des mises à jour du manuel. Le présent manuel a trait aux protocoles de communication destinés aux points de contact désignés au titre des conventions sur la notification rapide et sur l'assistance, ainsi qu'au protocole destiné aux utilisateurs de l'Échelle internationale des événements nucléaires et radiologiques (INES).

Depuis la dernière édition de l'ENATOM, plusieurs facteurs ont amené à modifier les arrangements existants : changements dus aux enseignements tirés de l'expérience acquise lors de l'échange d'informations pendant des incidents et des urgences, réponses à des demandes d'informations et d'assistance pendant des incidents et des urgences nucléaires et radiologiques au cours des dernières années, Système unifié d'échange d'informations en cas d'incident ou d'urgence (USIE) pour les points de contact et les agents nationaux INES, révision du Plan de gestion des situations d'urgence radiologique commun aux organisations internationales (Plan commun), et changements visant à mieux prendre en compte le fait que les situations d'urgence peuvent naître aussi bien d'accidents que d'actes criminels ou autres actes non autorisés.

La Conférence générale de l'AIEA, dans sa résolution GC(49)/RES/9, a prié « le Secrétariat de continuer d'examiner et, si nécessaire, de rationaliser ses mécanismes de notification et de communication des informations », et a encouragé « les États Membres à faire de même ». En 2007, la Conférence générale, dans sa résolution GC(51)/RES/11, s'est félicitée de la « décision de créer un système unifié de notification des incidents et des situations d'urgence dans le monde qui combine les dispositions du Manuel des opérations techniques de notification et d'assistance en cas d'urgence (ENATOM) et le mécanisme du Système web d'information sur les événements nucléaires (NEWS) ». Dans la résolution GC(54)/RES/7, la Conférence générale a prié « le Secrétariat de poursuivre ses efforts visant à finaliser et à mettre sur pied un système mondial et unifié de notification des accidents et incidents nucléaires et radiologiques et d'échange d'informations à leur sujet et de donner suite aux informations fournies en retour par les États Membres ». Elle y a aussi encouragé « tous les États Membres à renforcer, quand cela est nécessaire, leur préparation et leurs capacités d'intervention en cas d'incidents et de situations d'urgence nucléaires et radiologiques, en améliorant les capacités de prévention des accidents, d'intervention en cas d'urgence et d'atténuation de toute conséquence néfaste, et, si besoin

est, à solliciter une aide du Secrétariat ou d'autres États Membres pour développer des capacités nationales compatibles avec les normes internationales et [engagé] tous les États Membres à prendre part aux exercices ». Dans la résolution GC(55)/RES/9, la Conférence générale a engagé « les États Membres à renforcer les arrangements et les capacités en matière de notification, de présentation de rapports et de mise en commun des informations à l'aide de l'USIE ».

L'IEComm a pris effet le 1^{er} juin 2012. Tous les États Membres sont invités à utiliser les arrangements décrits ici pour communiquer les informations pertinentes sur les incidents ou les urgences nucléaires ou radiologiques afin de réduire le plus possible les conséquences et de faciliter la fourniture rapide d'informations et d'assistance.

NOTES POUR L'UTILISATEUR

Le présent manuel décrit les arrangements en vigueur au 1^{er} juin 2012 et remplace l'édition précédente, EPR-ENATOM (2007). Les responsables sont encouragés à commencer immédiatement de planifier les changements qu'il pourrait être nécessaire d'apporter à leurs systèmes opérationnels. À compter du 1^{er} juin 2012, tous les exemplaires de la précédente édition de l'ENATOM doivent être retirés des systèmes opérationnels d'intervention et être soit archivés soit détruits.

Par rapport à celle de 2007, l'édition de 2012 contient les principaux changements suivants :

- Le manuel a un nouveau titre
- Des objectifs de délais d'intervention sont indiqués pour la notification des situations d'urgence et la fourniture des informations complémentaires
- La catégorisation des événements et les procédures d'intervention en cas d'événement ont été modifiées
- Des arrangements ont été élaborés en ce qui concerne le système unifié d'échange d'informations en cas d'incident ou d'urgence
- Des arrangements ont été élaborés pour les agents nationaux INES
- Un nouveau programme d'exercices a été mis en place, avec une portée et un calendrier révisés.

Le Centre des incidents et des urgences de l'AIEA est prêt à fournir toute explication nécessaire sur la mise en œuvre des arrangements décrits ici et peut être joint selon les modalités indiquées à la section 3.4 du présent manuel.

NOTE DE L'ÉDITEUR

Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles des gouvernements des États qui sont Membres de l'AIEA et/ou parties à la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire et/ou à la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique, ou celles d'autres organisations intergouvernementales internationales pertinentes ou des gouvernements d'autres États.

Bien que l'exactitude des informations contenues dans le présent manuel ait fait l'objet d'un soin particulier, ni le Secrétariat de l'AIEA, ni ses États Membres n'assument aucune responsabilité pour les conséquences éventuelles de leur utilisation.

Table des matières

1. INTRODUCTION.....	1
1.1. Contexte	1
1.2. Objectif	2
1.3. Portée	2
1.4. Structure	3
1.5. Définitions.....	4
1.6. Abréviations	7
1.7. États Membres et parties	8
2. LE SYSTÈME DES INCIDENTS ET DES URGENCES DE L'AIEA	9
2.1. Cadre	9
2.2. Objectifs	10
2.3. Principe de fonctionnement	10
3. POINTS DE CONTACT ET TÂCHES DE PRÉPARATION	15
3.1. Désignation et coordonnées des points de contact	15
3.2. Fonctions attendues.....	16
3.3. Tâches de préparation	18
3.4. Communications avec l'IEC	19
3.5. Essais et exercices (ConvEx)	22
3.6. Autres arrangements avec l'IEC	26
4. ARRANGEMENTS OPERATIONNELS	29
4.1. Contexte	29
4.2. Catégorisation des événements	29
4.3. Services d'intervention fournis par l'IEC	31
4.4. Procédures d'intervention	32
Classe d'urgence : URGENCE GÉNÉRALE.....	35
Classe d'urgence : URGENCE SUR LE SITE.....	39
Classe d'urgence : URGENCE DANS L'INSTALLATION	43
Classe d'urgence : ALERTE	45
Type d'événement : AUTRE ÉVÉNEMENT DANS UNE INSTALLATION NUCLÉAIRE.....	47
Type d'événement : REJET DEPUIS UNE INSTALLATION	49
Type d'événement : SOURCE DANGEREUSE MANQUANTE	53
Type d'événement : SUREXPOSITION GRAVE	57
Type d'événement : RENTRÉE D'UN OBJET SPATIAL.....	59
Type d'événement : ÉLÉVATION DES NIVEAUX DE RAYONNEMENTS D'ORIGINE INCONNUE.....	63
Type d'événement : AUTRE ÉVÉNEMENT RADIOLOGIQUE	65
Type d'événement : ACTE CRIMINEL OU AUTRE ACTE NON AUTORISÉ.....	69
4.5. Demande d'assistance d'urgence à l'AIEA	71
RÉFÉRENCES	73

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte

À la réunion du Conseil des gouverneurs de l'AIEA du 16 septembre 1987, le Secrétariat avait informé le Conseil de son intention d'élaborer un Manuel des opérations techniques de notification et d'assistance en cas d'urgence (ENATOM). Ce manuel établit un lien conceptuel entre l'AIEA, les États Membres de l'AIEA, les parties à la Convention sur la notification rapide et à la Convention sur l'assistance [1], les organisations intergouvernementales internationales (« les organisations internationales ») pertinentes et d'autres États. L'ENATOM a été conçu pour faciliter l'application pratique des articles des conventions qui sont de nature opérationnelle. En outre, il a été conçu pour regrouper, dans un même volume, des informations pratiques indiquant quand et comment invoquer l'une ou l'autre des conventions ou les deux.

L'ENATOM a été publié pour la première fois le 18 janvier 1989. Depuis, les États Membres, les parties aux conventions sur la notification rapide et sur l'assistance, les organisations internationales pertinentes et les autres États ont régulièrement reçu des mises à jour du manuel. Depuis décembre 2000, l'AIEA a republié l'ENATOM à intervalles réguliers pour tenir compte de nombreux facteurs liés au progrès technologique, aux concepts opérationnels, à la révision des normes internationales de sûreté dans le domaine de la préparation et de la conduite des interventions d'urgence, et aux attentes des États Membres. À partir de la présente version et sur la base de l'harmonisation des arrangements concernant l'échange d'informations et la présentation de rapports à l'intention des agents nationaux INES et des points de contact, le manuel a été renommé Manuel des opérations de communication en cas d'incident et d'urgence (IEComm). Le manuel est revu tous les deux ans et republié lorsque cela est nécessaire.

Prescriptions de sûreté sur la préparation et l'intervention en cas de situation d'urgence nucléaire ou radiologique

En mars 2002, le Conseil des gouverneurs de l'AIEA a approuvé une publication de la catégorie Prescriptions de sûreté devant paraître conformément à la fonction statutaire de l'AIEA consistant à « établir ... des normes de sécurité destinées à protéger la santé et à réduire au minimum les dangers auxquels sont exposés les personnes et les biens ». Cette publication, Préparation et intervention en cas de situation d'urgence nucléaire ou radiologique [2], qui est parrainée par sept organisations internationales, prescrit ce qui constitue un niveau adéquat de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence nucléaire ou radiologique dans un État. L'application des prescriptions énoncées dans [2] est censée réduire le plus possible les conséquences pour les personnes, les biens et l'environnement de tout incident ou de toute urgence nucléaire ou radiologique. Respecter ces prescriptions contribue à l'harmonisation des arrangements en cas de situation d'urgence transnationale. Les autorités nationales sont

1

Plan de gestion des situations d'urgence radiologique commun aux organisations internationales

censées appliquer ces prescriptions en adoptant une législation, en établissant une réglementation et en attribuant les responsabilités. Certaines prescriptions nécessitant une interface opérationnelle entre les États et l'AIEA (par. 4.14, 4.15, 4.29, 4.30 et 4.84 de [2]) sont d'une importance particulière pour l'IEComm.

On a reconnu aussi qu'il était nécessaire de clarifier les interactions entre les diverses organisations internationales pendant un incident ou une urgence nucléaire ou radiologique. Dans ce contexte, un Plan de gestion des situations d'urgence radiologique commun aux organisations internationales [3] (le « Plan commun ») a été conçu et publié pour la première fois en décembre 2000, puis périodiquement mis à jour par la suite. La dernière mise à jour tient compte des fonctions, des rôles et des opérations des nouvelles organisations de parrainage, de l'expérience acquise lors de l'intervention en cas d'événements réels et dans le cadre des exercices, et des recommandations du Comité interorganisations d'intervention à la suite d'accidents nucléaires et radiologiques (IACRNE). Le Plan commun est un document d'accompagnement de l'IEComm, publié séparément (en anglais seulement).

Réseau d'intervention et d'assistance

L'IEComm traite de la demande et de la fourniture d'une assistance en cas d'incident ou d'urgence nucléaire ou radiologique. Pour la fourniture d'une assistance, l'AIEA mobilise le Réseau d'intervention et d'assistance (RANET), réseau mondial de moyens nationaux d'intervention pouvant réagir rapidement en cas d'urgence nucléaire ou radiologique. La Conférence générale de l'AIEA, dans sa résolution GC(54)/RES/7, a engagé vivement « ... les États parties à la Convention sur l'assistance à aider l'Agence à s'acquitter de ses obligations découlant de la Convention en enregistrant leurs capacités d'intervention disponibles à l'échelle internationale auprès du RANET ». Le fonctionnement du RANET est décrit en détail dans un document d'accompagnement de l'IEComm publié séparément (en anglais seulement) [4].

Autres facteurs

Des enseignements ont aussi été tirés des exercices ConvEx-1, ConvEx-2 et ConvEx-3 organisés les années précédentes et d'interventions effectives de l'AIEA et d'États fournissant une assistance rapide lors d'événements ayant des conséquences radiologiques supposées ou potentielles. L'expérience tirée des opérations de routine a servi à normaliser certaines opérations d'intervention, qui faisaient l'objet d'un traitement au cas par cas par le passé.

1.2. Objectif

L'objectif de l'IEComm est que son application améliore l'échange d'informations sur les incidents et les urgences nucléaires ou radiologiques entre le Secrétariat de l'AIEA, les États Membres de l'AIEA, les parties aux conventions sur la notification rapide et sur l'assistance, les organisations internationales pertinentes et d'autres États. Le manuel donne des orientations aux États Membres de l'AIEA, aux États parties et aux organisations internationales pertinentes pour l'élaboration d'arrangements appropriés leur permettant de communiquer entre eux et avec le Secrétariat de l'AIEA. En outre, l'IEComm est aussi conçu pour regrouper, dans un même volume, des informations indiquant quand et comment invoquer ces arrangements.

1.3. Portée

L'IEComm décrit de manière pratique les attentes de l'AIEA en ce qui concerne la notification et la présentation de rapports, l'échange d'informations officielles et la fourniture d'une assistance en temps voulu entre le Secrétariat de l'AIEA,

ses États Membres, les parties aux conventions sur la notification rapide et sur l'assistance, les organisations internationales pertinentes et d'autres États en cas d'événements ayant des conséquences radiologiques apparentes, potentielles ou perçues qui nécessitent des mesures d'intervention ou qui suscitent l'intérêt des médias, et en ce qui concerne les activités de préparation.

Les arrangements prévus par l'IEComm décrits ici s'inscrivent dans le contexte des conventions sur la notification rapide et sur l'assistance [1], des prescriptions de sûreté sur la préparation et l'intervention en cas de situation d'urgence nucléaire ou radiologique [2], du Plan commun [3] et de l'Échelle internationale des événements nucléaires et radiologiques [5]. Les arrangements prévus par l'IEComm ne doivent pas être confondus avec d'autres mécanismes de notification comme le Système de notification des incidents (IRS) ou la Base de données sur le trafic illicite (ITDB) de l'AIEA. En outre, le présent manuel ne traite pas de la méthodologie de classement INES, qui est présentée dans [5]. Il décrit les arrangements à utiliser par les agents nationaux INES pour diffuser des informations sur les événements classés avec l'INES.

1.4. Structure

L'IEComm comprend quatre sections. La section 1 indique le contexte, l'objectif, la portée et la structure du manuel, et contient les définitions de termes, d'expressions et de sigles. La section 2 donne des informations de base sur le Système des incidents et des urgences (IES) de l'AIEA. Ces informations doivent permettre au lecteur de comprendre les objectifs de l'intervention, la base de planification, les services et le principe de fonctionnement de l'IES. La section 3 décrit les mesures que doivent prendre les États Membres et les parties aux conventions sur la notification rapide et sur l'assistance afin d'établir et de maintenir l'état de préparation à l'intervention, y compris la gestion des coordonnées des points de contact, et la manière dont l'AIEA organisera les essais et les exercices et y participera. La section 4 donne un aperçu des mesures d'intervention attendues des États parties, des États Membres, des organisations internationales pertinentes et de l'AIEA pour différents scénarios.

L'IEComm a deux appendices publiés séparément. L'appendice 1 (Manuel des opérations de communication en cas d'incident et d'urgence – coordonnées des points de contact, listes de contrôle et formulaires) est à distribution restreinte et n'est disponible que pour les centres d'alerte nationaux désignés, les autorités nationales compétentes et les organisations internationales pertinentes (voir la section 3). L'appendice 2 donne la liste de tous les points de contact officiels et sa distribution est aussi restreinte aux centres d'alerte nationaux, aux autorités nationales compétentes et aux organisations internationales pertinentes.

Outre l'IEComm, les deux publications suivantes font partie intégrante du cadre d'intervention en cas d'incident et d'urgence :

1. Joint Radiation Emergency Management Plan of the International Organizations, EPR-JPLAN 2010 [3].
2. The IAEA Response and Assistance Network, EPR-RANET 2010 [4].

1.5. Définitions

Agent national INES	La personne ou son suppléant qui est officiellement désignée par le gouvernement d'un État pour soumettre les classements INES au nom de cet État.
Authentification	Processus visant à confirmer qu'un message reçu provient d'une source valide.
Autorité nationale compétente	Point de contact qui a pour compétence et responsabilité soit de notifier/signaler un incident ou une urgence nucléaire ou radiologique à l'AIEA soit de recevoir les notifications d'autres États ou de l'AIEA concernant des urgences nucléaires ou radiologiques pouvant affecter l'État concerné.
Centre d'alerte national ¹	Centre qui est occupé en permanence ou peut être mobilisé à tout moment pour intervenir rapidement, ou lancer une intervention lorsqu'il reçoit une notification, un message d'alerte, une demande d'assistance ou une demande de vérification d'un message, le cas échéant, de la part de l'AIEA.
EMERCON	Descripteur désignant le système officiel pour l'envoi et la réception de notifications, l'échange d'informations urgentes et la fourniture d'une assistance par le biais du Centre des incidents et des urgences de l'AIEA en cas d'incident ou d'urgence nucléaire ou radiologique.
État informateur	État qui informe les États potentiellement affectés et l'AIEA d'un événement ayant une importance radiologique réelle, potentielle ou perçue. L'État communique l'information volontairement (voir Message d'alerte), sans obligation juridique de le faire.
État notificateur	État qui a pour responsabilité de notifier aux États risquant d'être touchés et à l'AIEA un événement ou une situation ayant une importance radiologique réelle, potentielle ou perçue pour d'autres États, à savoir : 1) l'État partie qui exerce sa juridiction ou son contrôle sur l'installation ou l'activité (y compris les objets spatiaux) conformément à l'article premier de la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire, ou 2) l'État qui le premier détecte une situation d'urgence transnationale, ou en découvre une preuve, par exemple en détectant des augmentations importantes de la radioactivité, d'origine inconnue, dans l'atmosphère, en détectant une contamination dans des expéditions transfrontières, en découvrant une source dangereuse qui pourrait provenir d'un autre État, ou en diagnostiquant chez des patients des symptômes qui pourraient avoir pour cause une exposition en dehors de son territoire.
État partie	État ayant déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion relatif à la Convention sur la notification rapide ou à la Convention sur l'assistance.
Incident	Tout événement involontaire, y compris les fausses manœuvres, les défaillances d'équipements, les événements initiateurs, les précurseurs d'accident, les événements évités de peu ou d'autres anomalies ou les actes criminels ou autres actes non autorisés dont les conséquences réelles ou potentielles ne sont pas négligeables du point de vue de la protection ou de la sûreté.

¹ Les conventions sur la notification rapide et sur l'assistance utilisent l'expression « point de contact ». Cependant, on a constaté que l'expression prêtait à confusion et qu'elle était souvent mal utilisée par les parties. L'expression « centre d'alerte national » est employée ici pour indiquer clairement qu'il s'agit du point de contact qui doit être disponible 24 heures sur 24 pour la réception d'une notification, d'un rapport d'alerte ou d'une demande d'information ou d'assistance.

Installation nucléaire	Usine de fabrication de combustible nucléaire, réacteur de recherche (y compris les assemblages critiques et sous-critiques), centrale nucléaire, installation d'entreposage de combustible usé, usine d'enrichissement, installation de retraitement ou navire à propulsion nucléaire.
Message d'alerte	Message officiel adressé à une autorité nationale ou internationale par une autorité habilitée pour donner des détails sur un incident ou une urgence nucléaire ou radiologique, sans y être explicitement obligée ou être censée le faire en vertu d'un traité international ou de normes de sûreté internationales, mais avec notamment les objectifs suivants : 1) anticiper les demandes légitimes d'autres États parties à la Convention sur l'assistance souhaitant une « assistance » pour l'obtention d'informations ² ; 2) inciter l'AIEA à offrir ses bons offices ³ ; 3) prévenir l'AIEA, d'autres organisations pertinentes ou d'autres États d'une situation en évolution de façon qu'ils puissent être prêts à intervenir si la situation venait à empirer ⁴ ; 4) s'agissant de l'AIEA, d'autres organisations internationales pertinentes ou d'autres États, entreprendre une procédure administrative et/ou donner des conseils aux gouvernements, au public ou aux médias à propos d'une situation en évolution d'importance radiologique réelle, potentielle ou perçue ; 5) alerter par ailleurs le personnel de l'AIEA s'occupant des interventions d'urgence.
Notification	Message soumis rapidement à une autorité nationale ou internationale par une autorité compétente habilitée en vertu d'un traité international ou conformément à des normes internationales pour donner des détails sur une urgence réelle ou potentielle ; par exemple, en vertu de la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire [1] ou conformément à des normes internationales de sûreté [2] (voir aussi Message d'alerte).
Offre de bons offices	Message envoyé à un point de contact d'un État affecté ou potentiellement affecté pour proposer les services de l'AIEA.
Organisation internationale pertinente	Organisation intergouvernementale internationale qui, d'après les informations communiquées à l'AIEA, a un rôle légal ou statutaire important et/ou la capacité de fournir des conseils ou une assistance en cas d'incident ou d'urgence nucléaire ou radiologique.
Point de contact	Expression générique qualifiant un organisme désigné par un État ou une organisation internationale qui a un rôle à jouer dans l'échange international d'informations ou en ce qui concerne la demande ou la fourniture d'une assistance en cas d'incident ou d'urgence nucléaire ou radiologique.
Rejet transfrontière important	Rejet de matières radioactives dans l'environnement qui pourrait entraîner, au-delà des frontières nationales, des doses ou des niveaux de contamination dépassant les niveaux d'intervention ou les niveaux d'action internationaux pour les actions protectrices [2], y compris les restrictions à la consommation d'aliments et au commerce.
Situation d'urgence	Situation inhabituelle qui nécessite une action rapide pour atténuer un danger ou des conséquences néfastes pour la santé et la sûreté des personnes, la qualité de vie, les biens ou l'environnement. Il s'agit aussi bien de situations d'urgence nucléaire ou radiologique que de situations d'urgence classique telles que les incendies, le rejet de produits chimiques dangereux, les tempêtes ou les séismes. Sont incluses les situations dans lesquelles il est justifié d'entreprendre une action rapide pour atténuer les effets d'un danger perçu.

² Voir l'article 2 de la Convention sur l'assistance [1].

³ Voir l'article 5 de la Convention sur l'assistance [1].

⁴ De sorte, par exemple, que l'AIEA puisse s'acquitter de ses fonctions en vertu de l'article 4 de la Convention sur la notification rapide [1].

1

Situation d'urgence transnationale	<p>Situation d'urgence nucléaire ou radiologique ayant une importance radiologique réelle, potentielle ou perçue pour plusieurs États, notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) rejet transfrontière important de matières radioactives (toutefois, une situation d'urgence transnationale ne suppose pas nécessairement un rejet transfrontière important de matières radioactives) ; 2) situation d'urgence générale dans une installation ou autre événement pouvant entraîner un rejet transfrontière important (dans l'atmosphère ou dans l'eau) de matières radioactives ; 3) découverte de la perte ou de l'enlèvement illicite d'une source dangereuse qui a traversé, ou dont on soupçonne qu'elle a traversé, une frontière nationale ; 4) situation d'urgence entraînant une perturbation importante du commerce ou des voyages internationaux ; 5) situation d'urgence justifiant la mise en œuvre d'actions protectrices au bénéfice de ressortissants étrangers ou d'ambassades dans l'État dans lequel elle se produit ; 6) situation d'urgence entraînant ou pouvant entraîner des effets déterministes graves et impliquant une défaillance et/ou un problème (matériel ou logiciel) qui pourrait avoir des incidences pour la sûreté au plan international ; et 7) situation d'urgence suscitant ou pouvant susciter de graves préoccupations parmi la population de plusieurs États en raison du danger radiologique réel ou perçu.
Source dangereuse	Source qui peut, si elle n'est pas sous contrôle, donner lieu à une exposition suffisante pour causer des effets déterministes graves [6], [7].
Vérification	Processus visant à confirmer que l'information contenue dans un message est correctement comprise (voir Authentification).

1.6. Abréviations

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
BCAH	Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU
CMRS	centre météorologique régional spécialisé (de l'OMM)
CN	centrale nucléaire
CONVEX	exercice au titre des conventions
EMERCON	conventions sur les situations d'urgence
ENATOM	Manuel des opérations techniques de notification et d'assistance en cas d'urgence
ENF	formulaire de signalement d'événement
ERF	formulaire de classement des événements (envoi d'informations sur les événements classés sur l'INES)
EUROPOL	Office européen de police
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GC(YY)/RES/X	Conférence générale de l'AIEA (YY = numéro de session) résolution (X = numéro)
GENF	formulaire EMERCON pour une urgence dans une installation nucléaire
IACRNE	Comité interorganisations d'intervention à la suite d'accidents nucléaires et radiologiques
IEC	Centre des incidents et des urgences (de l'AIEA)
IEComm	Manuel des opérations de communication en cas d'incident et d'urgence
IES	Système des incidents et des urgences (de l'AIEA)
INES	Échelle internationale des événements nucléaires et radiologiques
INTERPOL	Organisation internationale de police criminelle
IRIX	Échange international d'informations sur les rayonnements
IRS	Système de notification des incidents
ITDB	Base de données sur le trafic illicite
MPA	formulaire EMERCON sur les mesures faites et les actions protectrices
MTPI	Division de l'information (de l'AIEA)
NCA	autorité nationale compétente
NCA(A)	autorité nationale compétente pour les situations d'urgence à l'étranger
NCA(D)	autorité nationale compétente pour les situations d'urgence sur le territoire national
NEWS	Système web d'information sur les événements nucléaires
NWP	centre d'alerte national
OMD	Organisation mondiale des douanes
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMS	Organisation mondiale de la Santé
OOSA	Bureau des affaires spatiales de l'ONU
OPS	Organisation panaméricaine de la Santé
OTICE	Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires
RANET	Réseau d'intervention et d'assistance
RFA	formulaire de demande d'assistance
SCC	Centre de sécurité – Services de sécurité et de sûreté des Nations Unies
SRF	formulaire EMERCON standard de rapport
URL	adresse universelle (adresse sur le web)
USIE	Système unifié d'échange d'informations en cas d'incident ou d'urgence
UTC	temps universel coordonné

1.7. États Membres et parties

Situation au 7 mai 2012. La situation la plus récente est donnée sur le site web de l'AIEA.

1 Partie à la Convention sur la notification rapide

3 N'est pas un État Membre de l'AIEA

5 Demande d'adhésion approuvée par la Conférence générale, mais l'adhésion ne prend effet que lorsque les instruments juridiques nécessaires ont été déposés

2 Partie à la Convention sur l'assistance

4 Organisation internationale

AFRIQUE DU SUD ^{1,2}	CÔTE D'IVOIRE	JAMAÏQUE	NIGERIA ^{1,2}	RWANDA ⁵
AFGHANISTAN	CROATIE ^{1,2}	JAPON ^{1,2}	NORVÈGE ^{1,2}	SAINT-SIÈGE
ALBANIE ^{1,2}	CUBA ^{1,2}	JORDANIE ^{1,2}	NOUVELLE-ZÉLANDE ^{1,2}	SAINT-VINCENT-ET-GRENADINES ^{1,2,3}
ALGÉRIE ^{1,2}	CHYPRE ^{1,2}	KAZAKHSTAN	OMAN	SÉNÉGAL
ALLEMAGNE ^{1,2}	DANEMARK ¹	KENYA	OUGANDA	SERBIE ^{1,2}
ANGOLA ¹	DOMINIQUE	KOWEÏT ^{1,2}	OUZBÉKISTAN	SEYCHELLES
ARABIE SAOUDITE ^{1,2}	ÉQUATEUR	KIRGHIZISTAN	PAKISTAN ^{1,2}	SIERRA LEONE
ARGENTINE ^{1,2}	ÉGYPTE ^{1,2}	LETTONIE ^{1,2}	PALAU ⁵	SINGAPOUR ^{1,2}
ARMÉNIE ^{1,2}	EL SALVADOR ^{1,2}	L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE ^{1,2}	PANAMA ^{1,2}	SLOVAQUIE ^{1,2}
AUSTRALIE ^{1,2}	ÉMIRATS ARABES UNIS ^{1,2}	LESOTHO	PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	SLOVÉNIE ^{1,2}
AUTRICHE ^{1,2}	ÉRYTHRÉE	LIBAN ^{1,2}	PARAGUAY	SOUDAN
AZERBAÏDJAN	ESPAGNE ^{1,2}	LIBERIA	PAYS-BAS ^{1,2}	SRI LANKA ^{1,2}
BAHREÏN ¹	ESTONIE ^{1,2}	LIBYE ²	PÉROU ^{1,2}	SUÈDE ^{1,2}
BANGLADESH ^{1,2}	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ^{1,2}	LIECHTENSTEIN ^{1,2}	PHILIPPINES ^{1,2}	SUISSE ^{1,2}
BÉLARUS ^{1,2}	ÉTHIOPIE	LITUANIE ^{1,2}	POLOGNE ^{1,2}	SWAZILAND ⁵
BELGIQUE ^{1,2}	FÉDÉRATION DE RUSSIE ^{1,2}	LUXEMBOURG ^{1,2}	PORTUGAL ^{1,2}	TADJIKISTAN ^{1,2}
BELIZE	FINLANDE ^{1,2}	MADAGASCAR	QATAR ^{1,2}	TCHAD
BÉNIN	FRANCE ^{1,2}	MALAWI	RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	THAÏLANDE ^{1,2}
BOLIVIE ^{1,2}	GABON	MALAYSIE ^{1,2}	RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	TOGO ⁵
BOSNIE-HERZÉGOVINE ^{1,2}	GÉORGIE	MALI	RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	TONGA ⁵
BOTSWANA ^{1,2}	GHANA	MALTE	RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO	TUNISIE ^{1,2}
BRÉSIL ^{1,2}	GRÈCE ^{1,2}	MAROC ^{1,2}	RÉP. DE MOLDOVA ^{1,2}	TURQUIE ^{1,2}
BULGARIE ^{1,2}	GUATEMALA ^{1,2}	MAURITANIE, RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE ^{1,2}		UKRAINE ^{1,2}
BURKINA FASO	HAÏTI	MAURICE ^{1,2}		URUGUAY ^{1,2}
BURUNDI	HONDURAS	MEXIQUE ^{1,2}		VENEZUELA, RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU
CAMBODGE ¹	HONGRIE ^{1,2}	MONACO ^{1,2}		
CAMEROUN ^{1,2}	ÎLES MARSHALL	MONGOLIE ^{1,2}		VIÊTNAM ^{1,2}
CANADA ^{1,2}	ISLANDE ^{1,2}	MONTÉNÉGRO		YÉMEN
CAP-VERT ⁵	INDE ^{1,2}	MOZAMBIQUE ^{1,2}		ZAMBIE
CHILI ^{1,2}	INDONÉSIE ^{1,2}	MYANMAR ¹		ZIMBABWE
CHINE ^{1,2}	IRAN, ISLAMIQUE RÉPUBLIQUE D' ^{1,2}	NAMIBIE		EURATOM ^{1,2,4}
COLOMBIE ^{1,2}	IRAQ ^{1,2}	NÉPAL		FAO ^{1,2,4}
CONGO	IRLANDE ^{1,2}	NICARAGUA ^{1,2}		OMM ^{1,2,4}
CORÉE, RÉPUBLIQUE DE ^{1,2}	ISRAËL ^{1,2}	NIGER		OMS ^{1,2,4}
COSTA RICA ^{1,2}	ITALIE ^{1,2}			

2. LE SYSTEME DES INCIDENTS ET DES URGENCES DE L'AIEA

2.1. Cadre

Pour s'acquitter de ses responsabilités juridiques, le Secrétariat de l'AIEA doit être prêt à intervenir de façon appropriée et efficiente en cas d'incident ou de situation d'urgence qui a ou peut avoir des conséquences radiologiques pour la santé, les biens ou l'environnement et qui nécessiterait une implication urgente du Secrétariat de l'AIEA. En outre, le Secrétariat de l'AIEA doit aussi être à même de répondre aux demandes d'assistance.

Pour faire face à ces obligations, le Secrétariat de l'AIEA a mis en place le Système des incidents et des urgences (IES) comprenant un centre d'alerte⁵ fonctionnant 24 heures sur 24 et un point focal opérationnel au sein du Secrétariat : le Centre des incidents et des urgences (IEC), qui est en alerte et peut intervenir 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Ces moyens peuvent être utilisés pour les demandes d'assistance et les échanges d'informations urgents dans des situations pouvant avoir des conséquences radiologiques, quelle qu'en soit la cause. Les États et les organisations internationales pertinentes peuvent rapidement envoyer ou passer en revue les informations sur les événements liés aux rayonnements ayant des conséquences potentielles ou supposées sur la population. Les demandes d'informations émanant des médias et du public envoyées à l'IEC sont redirigées vers la Division de l'information (MTPI) de l'AIEA.

NOTE

L'AIEA ne peut pas répondre immédiatement si le message est envoyé à une adresse de contact à l'AIEA autre que celle de l'IEC lui-même.

L'AIEA ne peut pas non plus garantir qu'un message initial de notification puisse être redirigé depuis un État notificateur par le

⁵ Le Centre de sécurité (SCC), qui se trouve au Centre international de Vienne, sert de centre d'alerte intégré fonctionnant 24 heures sur 24 et d'appui en matière de télécommunications pour l'IEC de l'AIEA. Tout message d'urgence entrant, sous forme de fax ou d'appel téléphonique, s'il est correctement adressé, arrive simultanément au SCC et à l'IEC.

biais de l'IEC vers un État voisin à temps pour la mise en place de mesures protectrices urgentes efficaces pour certaines situations d'urgence postulées dans certains types d'installations. En conséquence, elle demande instamment aux États de mettre en place des arrangements bilatéraux de sorte qu'un État notifie directement aux États potentiellement affectés toute urgence qui justifie l'application immédiate de mesures protectrices urgentes.

2.2. Objectifs

Le principal objectif de l'IES est de faciliter la réduction la plus grande possible des conséquences par :

- l'échange d'informations entre les États/organisations internationales pertinentes, comme les informations officielles communiquées par les États, et la fourniture d'informations sur les conséquences potentielles et le pronostic de l'évolution possible de la situation d'urgence ;
- la fourniture d'une assistance aux États/organisations internationales pertinentes sur demande ;
- la communication en temps utile d'informations claires, exactes, cohérentes, objectives et facilement compréhensibles ;
- la coordination de l'intervention des divers organismes.

2.3. Principe de fonctionnement

L'IES fonctionne selon trois modes : mode *normal/prêt*⁶, mode *intervention de base*⁷ et mode *pleine intervention*⁸.

2.3.1. Échange d'informations

Les États parties sont tenus d'envoyer immédiatement une notification initiale directement ou par l'intermédiaire de l'AIEA aux États qui pourraient être affectés. Les États Membres sont tenus de notifier rapidement les situations d'urgence transnationales. Les États sont encouragés à envoyer des messages d'alerte directement ou par l'intermédiaire de l'AIEA aux États qui pourraient être affectés par un événement. Il convient de noter qu'une situation d'urgence transnationale n'est pas nécessairement transfrontière.

⁶ En mode *normal/prêt*, l'IEC est le point focal pour les messages entrants. Le personnel n'est pas présent en permanence. Des agents en astreinte sont prêts à réagir immédiatement. Ce mode comprend toutes les activités quotidiennes visant à maintenir l'état de préparation et est le mode par défaut de l'IEC. L'IEC reste dans ce mode jusqu'à la discussion initiale d'un message entrant concernant une situation ayant des conséquences radiologiques apparentes, supposées ou potentielles, en particulier tant que la situation n'est pas confirmée. Des missions d'assistance peuvent être envoyées en réponse à une demande d'assistance.

⁷ En mode *intervention de base*, le personnel de l'IEC n'est pas présent en permanence. Des agents en astreinte sont prêts à répondre immédiatement aux messages entrants. Si besoin est, quelques agents peuvent passer en service actif et du personnel supplémentaire peut être mis en astreinte, et des préparatifs peuvent être entrepris pour pouvoir passer rapidement en mode *pleine intervention*. Des évaluations supplémentaires sont faites pendant les heures de bureau par les agents mis en service actif par l'IEC. Des missions d'assistance peuvent être envoyées en réponse à une demande d'assistance.

⁸ En mode *pleine intervention*, du personnel est présent en permanence à l'IEC (24 heures sur 24 avec changements d'équipes) et l'IEC gère les mesures d'intervention de l'AIEA.

Pour les installations situées près de frontières nationales (lorsque les zones d'application du plan d'urgence s'étendent au-delà des frontières nationales), une notification doit être envoyée directement aux pays voisins concernés (et à l'AIEA) en même temps qu'aux autorités hors site. Même quand les installations sont situées loin de frontières nationales, des notifications doivent être envoyées immédiatement (c'est-à-dire moins de deux heures) après la déclaration d'une situation d'urgence nucléaire ou radiologique ou lorsque la classe de la situation d'urgence est changée directement ou du fait de l'AIEA (voir l'appendice VI de [8]). L'IEC s'attend à recevoir des informations initiales des autorités nationales compétentes (NCA).

Ces informations sont authentifiées et la teneur du message est vérifiée auprès de la NCA de l'État qui l'a émis. Si les informations sont confirmées, l'IES est activé en conséquence et la notification est transmise à tous les points de contact. L'IEC transmet une notification initiale deux heures au plus tard après l'avoir reçue, tout en se donnant comme objectif un temps de réaction beaucoup plus court.

L'IEC peut suivre avec la NCA les informations reçues de points de contact ou des agents nationaux INES si l'événement justifie une intervention.

L'IEC examine rapidement les informations complémentaires communiquées par l'État notificateur et, selon leur urgence : 1) les envoie aux NCA(A) et aux missions permanentes d'autres États pertinents et aux organisations internationales pertinentes, selon que de besoin, et/ou 2) les publie sur l'USIE. Les informations complémentaires doivent contenir toutes les informations importantes pour réduire le plus possible les conséquences radiologiques transfrontières ou transnationales, ce qui inclut les résultats du contrôle radiologique de l'environnement. Les points de contact sont encouragés à envoyer les données du contrôle radiologique sous un format électronique éditable (par exemple le format IRIX⁹) à l'IEC. Si les informations sont reçues dans une autre langue que l'anglais, et si des traductions en anglais ne seront pas fournies dans les délais voulus, l'IEC produit une traduction officieuse des informations et met cette traduction officieuse à la disposition des autres États pertinents et des organisations internationales avec le consentement de l'État qui a communiqué les informations originales.

Les informations complémentaires doivent être communiquées par l'État notificateur rapidement (c'est-à-dire moins de quatre heures) après la notification de la situation d'urgence nucléaire ou radiologique. Pour les installations situées près de frontières nationales, ces informations sont normalement communiquées directement aux pays voisins (et à l'AIEA) en même temps qu'elles le sont aux autorités au niveau national.

Les informations marquées comme confidentielles, les informations médicales personnelles ou les informations dont la diffusion pourrait créer un risque de sécurité ne seront pas communiquées aux points de contact.

En outre, l'IEC évalue et communique aux États et aux organisations internationales les informations sur les conséquences potentielles d'une situation d'urgence nucléaire ou radiologique, y compris l'analyse des informations disponibles et le pronostic de l'évolution possible de la situation d'urgence sur la base des faits et des connaissances scientifiques.

⁹ Un exemplaire du format peut être téléchargé à partir du site web de l'USIE.

L'autorité nationale compétente pertinente d'un État ou sa mission permanente auprès de l'AIEA peut demander des informations sur une situation en cours dans un autre État. Après avoir authentifié la demande, l'IEC la transmet à l'État concerné, qui est censé répondre rapidement à l'IEC. Le cas échéant, l'IEC examine rapidement la réponse pour en déterminer la cohérence, la plausibilité, la lisibilité et la compréhensibilité, puis la transmet à l'autorité nationale compétente à l'origine de la demande. Toutefois, si la situation n'est pas confirmée, l'IEC informe en conséquence le point de contact qui a demandé les informations.

S'il existe des rapports de médias, des demandes de renseignements ou d'autres rapports non confirmés sur une situation d'urgence transnationale ou un incident de portée internationale, l'IEC peut contacter le centre d'alerte national (NWP) de l'État concerné pour vérification. Si la situation est confirmée, l'IEC demande à la NCA(D) pertinente de lui envoyer une notification initiale ou un message d'alerte, selon le cas.

2.3.2. Fourniture d'assistance

L'autorité nationale compétente pertinente d'un État ou sa mission permanente auprès de l'AIEA peut demander une assistance ou d'autres services, comme une investigation concernant un événement. L'IEC fournit/facilite l'assistance en procédant à une évaluation initiale avec les ressources allouées à cette fin (c'est-à-dire une mission d'enquête) et peut coordonner/faciliter la mise en place d'une équipe conjointe d'assistance internationale en faisant appel aux mécanismes d'assistance établis, comme le RANET.

2.3.3. Information du public

L'AIEA fait tout son possible pour coordonner la diffusion d'informations avec l'État notificateur/informateur, les autres États pertinents et les organisations internationales, en tenant dûment compte de leurs domaines de responsabilité respectifs. L'AIEA passe en revue les médias internationaux pour repérer les articles pertinents, les incohérences dans les articles par rapport aux informations autorisées et les rumeurs, et demander les éclaircissements nécessaires à la NCA pertinente. Des informations à jour, exactes, objectives et facilement compréhensibles (y compris l'analyse des informations officielles disponibles, l'évaluation des conséquences possibles et le pronostic de l'évolution possible de la situation d'urgence) sont publiées sur le site web public de l'AIEA et/ou communiquées aux médias (le cas échéant). Les points de contact sont consultés pour obtenir des précisions sur les informations communiquées et sont priés de fournir les informations complémentaires requises. L'AIEA extrait et synthétise les éventuelles informations non restreintes et authentifiées reçues des points de contact à propos de la situation et les publie sur son site web public.

2.3.4. Coordination de l'intervention des organisations

Le cadre de coordination de l'intervention des organisations est décrit dans le Joint Radiation Emergency Management Plan of the International Organizations [3]. Des modalités de fonctionnement détaillées ont été convenues entre l'AIEA et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation météorologique mondiale et l'Organisation mondiale de la Santé, et d'autres arrangements sont en cours d'élaboration avec d'autres organisations internationales.

L'IEC envoie une notification ou un rapport à toutes les organisations internationales pertinentes qui sont enregistrées comme points de contact et confirme que la notification initiale a été reçue. Un agent de liaison est disponible pour toute communication entre l'IEC et les organisations internationales. L'IEC peut mettre en

place des conférences par vidéo ou téléphone pour échanger des informations et coordonner les questions d'intérêt commun entre les organisations internationales pertinentes, comme la publication de communiqués de presse conjoints.

2.3.5. Fin de l'intervention et mesures de suivi

Quand la situation est maîtrisée et stable et qu'il n'y a plus d'autre risque immédiat pour les personnes et l'environnement, ou quand il ne prévoit pas de demande urgente d'assistance ou de conseil, l'IEC annonce la fin de l'intervention.

Si des mesures de suivi sont nécessaires, un plan de mise en œuvre peut être préparé et est communiqué aux parties concernées

3. POINTS DE CONTACT ET TÂCHES DE PRÉPARATION

3.1. Désignation et coordonnées des points de contact

Parties aux conventions	<p>3.1.1. Obligations et attentes</p> <p>Chaque État et chaque organisation internationale partie aux conventions sur la notification rapide et sur l'assistance doit désigner et indiquer à l'AIEA son point de contact et ses autorités compétentes. Le présent manuel (section 3.2) établit d'autres définitions (sur la base des définitions figurant dans les conventions) en ce qui concerne les rôles des points de contact pour accroître l'efficacité des opérations.</p>
États non parties	<p>Tout autre État Membre, afin de satisfaire aux prescriptions de [2]¹⁰, désigne son centre d'alerte national et ses autorités nationales compétentes à ces fins et les indique à l'AIEA. Le Secrétariat de l'AIEA encourage aussi vivement tous les autres États non membres de l'AIEA à désigner leurs centres d'alerte nationaux et leurs autorités nationales compétentes à ces fins et à les indiquer à l'AIEA.</p>
Tous États Membres	<p>Chaque État Membre peut désigner un agent national INES¹¹ et l'indiquer à l'AIEA.</p>
Organisations internationales	<p>Les organisations internationales qui ne parrainent pas encore le Plan commun et qui souhaitent être considérées comme « pertinentes » aux fins de l'une ou l'autre convention le demandent par lettre à l'AIEA en joignant, le cas échéant, les informations permettant à l'AIEA de les reconnaître comme ayant un rôle légal ou statutaire important et/ou la capacité de fournir des conseils ou une assistance en cas d'incident ou d'urgence nucléaire ou radiologique.</p>

3.1.2. Désignation des points de contact

Chaque État, par l'intermédiaire de son ministère des affaires étrangères ou de sa mission permanente auprès de l'AIEA, ou chaque organisation internationale pertinente indique à l'AIEA par écrit son centre d'alerte national et ses autorités nationales compétentes, ainsi que son agent national INES. Les modifications des

¹⁰ Voir par. 4.29 de [2].

¹¹ La Conférence générale (GC(54)/RES/7) a invité instamment les États Membres à désigner des agents nationaux INES.

désignations doivent aussi être communiquées à l'avance par ces mêmes voies officielles. Les modifications des coordonnées d'un point de contact désigné ou d'un agent national INES désigné peuvent être signalées directement par le point de contact ou l'agent national INES.

Les organisations internationales pertinentes indiquent par écrit à l'AIEA leurs désignations concernant les centres d'alerte et les autorités compétentes.

3.1.3. Coordonnées des points de contact

Les coordonnées des points de contact (numéros de fax et de téléphone (fixe ou mobile), mél. et numéros ou adresses IP pour les vidéoconférences) et le nom des personnes à contacter, comme les administrateurs USIE et les coordonateurs nationaux de l'assistance, et les changements correspondants, peuvent être communiqués par écrit, préalablement au changement, directement par les points de contact désignés à l'IEC (en utilisant les coordonnées indiquées sous 3.4.2), avec copie à la mission permanente auprès de l'AIEA, ou par la mission elle-même. Ces coordonnées et leurs modifications doivent être communiquées à tout autre organisme compétent dans l'État, notamment aux autres points de contact du pays. L'IEC procédera à des tests en cas de modification des coordonnées pour les centres d'alerte nationaux et les autorités nationales compétentes pour les situations d'urgence sur le territoire national et à l'étranger (voir ci-après).

3.2. Fonctions attendues

Selon le dispositif national concernant les situations d'urgence, les fonctions des autorités compétentes au titre de la Convention sur la notification rapide et de la Convention sur l'assistance peuvent être combinées et exécutées par une ou plusieurs entités. À moins qu'elle n'en soit autrement informée, l'AIEA suppose que les autorités compétentes désignées au titre des conventions sur la notification rapide et sur l'assistance ont les mêmes pouvoirs pour ce qui est de l'envoi des notifications et de la fourniture d'informations concernant les situations d'urgence transnationales comme indiqué dans [2].

NWP

3.2.1. Centre d'alerte national — NWP

Le rôle de NWP est attribué à une seule entité dans un État, désignée par le gouvernement pour recevoir les notifications initiales, messages d'alerte, messages de suivi et/ou demandes d'assistance, d'informations ou de vérification et y répondre immédiatement 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Les fonctions de NWP sont indépendantes de celles de NCA. Néanmoins, une NCA pourrait aussi être investie des fonctions de NWP.

Le NWP est censé faire partie du dispositif national d'intervention en cas d'urgence et a à la fois les pouvoirs et les moyens de l'activer. Le service est tenu, en vertu des conventions sur la notification rapide et sur l'assistance et des prescriptions de [2], d'être disponible en permanence, c'est-à-dire occupé et pouvant être alerté 24 heures sur 24, 7 jours sur 7¹². S'il lui est demandé d'envisager de fournir une assistance, il doit pouvoir transmettre rapidement toute demande reçue à la NCA pertinente. Le NWP doit avoir des personnes de service ou joignables rapidement qui comprennent et

¹² Par exemple, en cas de demande urgente de vérification d'un rapport non confirmé sur une situation d'urgence dans un État, l'AIEA peut contacter le NWP de cet État, qui doit être capable d'obtenir rapidement une vérification d'un tel rapport auprès de la NCA pertinente.

parlent l'anglais. Il doit pouvoir à tout moment recevoir des fax et établir des communications téléphoniques directes avec l'IEC. Il doit avoir accès à l'internet pour envoyer et recevoir des méls et enregistrer des membres de son personnel comme agents de liaison sur le site web de l'USIE pour accéder aux messages publiés et en accuser réception. Le NWP doit enregistrer un membre de son personnel comme administrateur USIE.

NCA(D)

3.2.2. Autorité nationale compétente pour les situations d'urgence sur le territoire national — NCA(D)

Le rôle de NCA(D) est attribué à une ou plusieurs entités d'un État autorisées par le gouvernement à publier une notification initiale, un message d'alerte ou un message de suivi, selon le cas, ou à répondre à une demande de vérification ou d'informations concernant un incident ou une urgence nucléaire ou radiologique prenant son origine dans une installation ou un emplacement sur le territoire ou sous la juridiction de l'État. Chaque NCA(D) doit être qualifiée pour vérifier les informations pertinentes fournies durant un incident ou une urgence nucléaire ou radiologique dans une installation ou un emplacement relevant de son autorité. La NCA(D) reçoit du gouvernement une habilitation telle que, en cas d'incident ou d'urgence nucléaire ou radiologique, elle peut adresser une demande d'assistance à l'AIEA. La NCA(D) coordonne la demande d'assistance avec toutes les autres NCA de l'État.

Un État pourrait désigner plusieurs NCA(D). Le plus important est que toutes les NCA(D) doivent occuper une place appropriée dans le dispositif national d'intervention d'urgence pour envoyer ou fournir des informations autorisées pertinentes pendant un incident ou une urgence nucléaire ou radiologique. La NCA(D) est censée avoir pris des dispositions pour obtenir des informations autorisées pertinentes pendant un incident ou une urgence nucléaire ou radiologique auprès des autorités pertinentes de l'État (par ex. des informations sur les patients ayant subi une surexposition ou sur les niveaux de concentration d'activité dans les aliments après une contamination qui ne relève pas du domaine de compétence de la NCA(D)). Normalement, le personnel de la NCA(D) n'a pas à être présent en permanence, mais en cas d'incident ou d'urgence nucléaire ou radiologique la NCA(D) pertinente est censée être activée et coordonner son action avec le NWP et tous les autres organismes pertinents. Elle a la capacité à tout moment de recevoir des fax et d'établir des liaisons téléphoniques directes avec l'IEC. Elle doit avoir accès à l'internet pour envoyer et recevoir des méls et enregistrer des membres de son personnel comme éditeurs pour la publication de messages sur l'USIE. Il est recommandé que les membres du personnel chargés d'accuser réception des messages d'alerte de l'USIE (rôle d'agent de liaison) et remplissant les formulaires de rapport (rôle de rédacteur) soient enregistrés sur l'USIE avec les rôles appropriés. La NCA(D) doit enregistrer un membre de son personnel comme administrateur USIE.

3

NCA(A)

3.2.3. Autorité nationale compétente pour les situations d'urgence à l'étranger — NCA(A)

Le rôle de NCA(A) est attribué à une seule entité dans un État, qui est chargée de vérifier ou de faire vérifier toute information pertinente communiquée durant une situation d'urgence nucléaire ou radiologique survenant dans un autre État et qui est aussi à même de recevoir des notifications, des messages d'alerte, des informations complémentaires et des demandes d'assistance. En cas d'incident ou d'urgence nucléaire ou radiologique, la NCA(A) est autorisée par le gouvernement à adresser des demandes d'assistance à l'AIEA. Elle coordonne les demandes d'assistance avec les autres autorités nationales compétentes.

Cette entité occupe une place appropriée dans le dispositif national d'intervention d'urgence pour recevoir, envoyer ou fournir des informations durant un incident ou une urgence nucléaire ou radiologique survenant dans un autre État. Le point de contact de la NCA(A) n'a pas normalement à être occupé en permanence mais, en cas d'incident ou d'urgence nucléaire ou radiologique survenant dans un autre État, la NCA(A) a la possibilité de l'activer rapidement après une notification de situation d'urgence transnationale reçue par le NWP. Elle a la capacité à tout moment de recevoir des faxes et d'établir des liaisons téléphoniques directes avec l'IEC. Elle doit avoir accès à l'internet pour envoyer et recevoir des méls et enregistrer des membres de son personnel comme éditeurs sur l'USIE. Il est recommandé que les membres du personnel chargés d'accuser réception des messages d'alerte de l'USIE (rôle d'agent de liaison) et de remplir les formulaires de rapport (rôle de rédacteur) soient enregistrés sur l'USIE avec les rôles appropriés. La NCA(A) doit enregistrer un membre de son personnel comme administrateur USIE.

3.2.4. Missions permanentes auprès de l'AIEA

La mission permanente auprès de l'AIEA reçoit des copies des communications pertinentes envoyées par l'IEC aux points de contact de l'État quand l'IEC est activé, et elle a accès en lecture seule au site web de l'USIE. Il est hautement souhaitable que la mission permanente ait accès à l'internet pour envoyer et recevoir des méls et accéder au site web de l'USIE. La mission est aussi priée d'apporter son aide en cas de problèmes de communication entre l'IEC et l'État concerné et si l'État n'a pas encore désigné un centre d'alerte national ou une autorité nationale compétente. La mission d'un État demandant une assistance peut elle-même être priée d'apporter son aide pour des questions telles que l'obtention de visas pour le personnel se rendant dans l'État et les formalités douanières concernant les équipements introduits dans l'État aux fins de l'assistance.

3.2.5. Agent national INES

Il s'agit de la personne désignée par un État Membre pour classer un événement selon la méthodologie INES et qui s'assure que les événements dont le classement final est de 2 ou plus, ou qui suscitent l'intérêt de l'opinion publique internationale, sont publiés sur l'USIE et sur le site web public NEWS. L'agent national INES peut avoir des suppléants qui ont les mêmes droits que lui. Il a accès en lecture et écriture au formulaire de classement des événements sur l'USIE. Le site web public NEWS est accessible seulement en lecture.

3.2.6. Organisations internationales pertinentes

L'IEC prend aussi des dispositions en matière de communication avec les organisations internationales pertinentes afin de coordonner une éventuelle intervention des organisations en cas d'incident ou d'urgence nucléaire ou radiologique. Plusieurs organisations internationales sont parties aux conventions sur la notification rapide et sur l'assistance et ont établi des centres d'alerte, et d'autres ont conclu des arrangements avec l'IEC en vue de la coordination de l'intervention. Le cadre de la coordination d'une intervention des organisations est le Plan commun [3].

3.3. Tâches de préparation

Il faut préparer des procédures dans la langue nationale à l'intention du personnel du centre d'alerte national et des autorités nationales compétentes. Ces procédures sont

basées sur les procédures d'intervention décrites dans la section 4 et l'appendice 1¹³ (publié séparément) et doivent être coordonnées avec les autres points de contact de l'État. Il est important que les membres de ce personnel soient régulièrement entraînés à l'application des procédures, que de préférence ils comprennent et parlent l'anglais, et qu'ils soient capables de reconnaître un message EMERCON entrant et de prendre immédiatement les mesures appropriées. Des équipements et des moyens de communication adaptés doivent être fournis (y compris une horloge précise donnant l'heure en UTC). Les formulaires EMERCON pertinents doivent être remplis d'avance quand c'est possible (par ex., pour les coordonnées géographiques des installations nucléaires), et être mis en conformité avec les dispositions nationales en matière d'envoi de notifications et d'échange d'informations¹⁴. On trouvera davantage de renseignements sur la préparation aux situations d'urgence dans [8], [9] et [10].

3.4. Communications avec l'IEC

3.4.1. Validité des coordonnées des points de contact

Dès réception du nom et des coordonnées, ou des changements les concernant, des autorités nationales compétentes et du centre d'alerte national, comme indiqué sous Désignation et coordonnées des points de contact (section 3.1), l'IEC :

- a) s'assure que les voies correctes ont été utilisées pour désigner le centre d'alerte national et les autorités nationales compétentes ; si ce n'est pas le cas, il soumet les informations reçues à la mission permanente de l'État auprès de l'AIEA pour évaluation et confirmation ;
- b) vérifie que les coordonnées du centre d'alerte national ou des autorités nationales compétentes sont correctes grâce à un simple test de communication à la date des changements ou peu après ;
- c) entre les informations reçues dans sa base de données sur les points de contact, qui est accessible par le site web de l'USIE ;
- d) met à la disposition des États Membres de l'AIEA, des parties aux deux conventions et des organisations internationales pertinentes la liste actualisée des points de contact sous forme de document électronique téléchargeable depuis le site web de l'USIE deux fois par an, en avril et en octobre.

3.4.2. Coordonnées pour les communications de routine avec l'IEC

Les autorités nationales compétentes, les centres d'alerte nationaux, les agents nationaux INES, les missions permanentes auprès de l'AIEA, les organisations internationales et d'autres peuvent aussi souhaiter consulter l'IEC sur des questions relatives aux conventions sur la notification rapide et sur l'assistance [1], aux prescriptions de sûreté [2] et aux dispositions concernant les situations d'urgence en général.

L'IEC est prêt à recevoir des communications orales ou écrites de routine non urgentes (par exemple les changements des coordonnées des points de contact)

¹³ L'appendice 1 est disponible sur demande des autorités nationales compétentes et points de contact officiellement désignés au titre de la Convention sur la notification rapide et de la Convention sur l'assistance.

¹⁴ Il faudrait dispenser une formation sur la communication d'informations à l'AIEA à l'aide de l'interface de l'USIE sur l'internet, mais il convient quand même de conserver les formulaires EMERCON appropriés sur papier à titre de précaution.

des missions permanentes auprès de l'AIEA ou des points de contact pertinents, le cas échéant, comme suit :



numéro de fax de routine : +43 1 2600 7 29309 ; ou
numéros de téléphone de routine : +43 1 2600 22026 (ou 22745 en
appoint)
mél. : iec3@iaea.org

Les communications en cas d'incident ou d'urgence nucléaire ou
radiologique doivent être faites selon les arrangements décrits dans
l'appendice 1 de l'IEComm¹⁵.

3.4.3. Voies de communication pratiques en cas d'urgence

L'IEC ne reconnaît pas comme valides les informations envoyées sous forme codée. Toutes les communications doivent être en clair et de préférence en anglais.

Les modes de communication en cas d'urgence avec l'AIEA disponibles actuellement sont les suivants.

Fax

Le fax peut être utilisé pour la notification initiale, les messages d'alerte et les changements de classe/type d'urgence en provenance et à destination des points de contact, ainsi que pour la communication d'informations complémentaires et pour les demandes d'informations et d'assistance. C'est le mécanisme principal par lequel l'AIEA informe les points de contact des notifications reçues. C'est aussi la principale voie d'appoint en cas de mauvais fonctionnement du site web de l'USIE ou de l'internet en général.

Site web pour les situations d'urgence

L'IEC propose un échange sécurisé d'informations sur les incidents et les urgences par le biais d'un site web officiel protégé (USIE) pour l'envoi des notifications initiales, messages d'alerte, messages sur les événements et demandes d'informations et d'assistance par les points de contact pertinents à l'IEC, ainsi que des documents électroniques joints, pour la réception des messages d'alerte (l'USIE utilise le fax, le mél. et la téléphonie mobile comme principales voies d'alerte des points de contact), et pour l'accès aux messages et le téléchargement des documents pertinents¹⁶. L'information est fournie essentiellement en anglais. Les informations reçues par l'AIEA sont publiées sur l'USIE, en tenant compte de la confidentialité, à l'intention des pays/organisations pertinents. L'USIE peut être consulté grâce à un identifiant et un mot de passe obtenus par l'intermédiaire du site NUCLEUS de l'AIEA (<http://nucleus.iaea.org>). Une demande d'enregistrement pour un ou plusieurs utilisateurs doit être envoyée par mél. à usie.contact-point@iaea.org, accompagnée de la signature du demandeur (nom complet et fonction officielle) et de son compte NUCLEUS, à partir d'une adresse électronique enregistrée auprès de l'un des points de contact désignés. Tous les points de contact doivent enregistrer des membres de leur personnel pour accéder à l'USIE (rôle de lecteur), accuser réception

¹⁵ L'appendice 1 est disponible sur demande des autorités nationales compétentes et points de contact officiellement désignés au titre de la Convention sur la notification rapide et de la Convention sur l'assistance.

¹⁶ Soumis par les points de contact ; ceux-ci peuvent aussi y confirmer à l'IEC qu'ils ont pris note d'un message particulier.

des messages (rôle d'agent de liaison), rédiger des messages (rôle de rédacteur) et publier des messages (rôle d'éditeur) selon leur fonction en tant que point de contact (NWP, NCA(D) ou NCA(A)). En outre, chaque organisme doit enregistrer un membre de son personnel comme administrateur USIE, autorisé à activer les voies d'alerte de l'organisme sur l'USIE.

Téléphone	Le téléphone est un moyen de communication facultatif à la disposition des autorités nationales compétentes pour demander des informations, la vérification d'une réception ou une authentification ¹⁷ . L'IEC utilise le téléphone pour authentifier et pour vérifier les notifications et/ou les messages d'alerte qui lui parviennent et pour établir des communications directes avec n'importe quel centre d'alerte national et/ou autorité nationale compétente. Toutes les conversations téléphoniques avec l'IEC sur des lignes téléphoniques opérationnelles sont enregistrées. Il est à noter que la langue préférée est l'anglais, et les États sont priés d'utiliser autant que possible l'anglais pour les communications téléphoniques avec l'IEC.
Mél.	Les méls avec pièces jointes peuvent être utilisés pour communiquer des informations complémentaires et demander des informations à l'IEC après qu'un contact initial a été établi avec l'IEC. NE PAS utiliser le mél. comme voie de communication pour la notification initiale ou les messages d'alerte, pour signaler un changement de classe d'urgence ou pour demander de l'assistance.
Vidéoconférence	La vidéoconférence peut être utilisée avec un interlocuteur ou un petit nombre d'interlocuteurs après accord sur l'heure et les détails techniques. L'IEC procédera à un test afin de vérifier la connexion. NE PAS utiliser la vidéoconférence comme voie de communication pour la notification initiale ou les messages d'alerte, pour signaler un changement de classe d'urgence ou pour demander de l'assistance.

3.4.4. Amendements et bulletins

L'IEC envisage de publier la prochaine édition de l'IEComm en 2014. En cas de besoin, il publiera des amendements de la présente édition et diffusera des bulletins d'information trimestriels auprès des centres d'alerte nationaux et des autorités nationales compétentes. La réception des informations critiques devra être confirmée par les États.

L'IEC s'efforcera¹⁸ en outre de recueillir et de diffuser aux États parties et aux États Membres des informations sur :

- les experts, équipements et matériels qui pourraient être mis à disposition en cas d'incident ou d'urgence nucléaire ou radiologique, en publiant des informations sur les capacités du RANET ;
- les méthodologies, techniques et résultats disponibles des recherches relatives aux interventions en cas d'incident ou d'urgence nucléaire ou radiologique, en publiant la documentation pertinente.

¹⁷ Le téléphone peut aussi être utilisé en dépannage s'il n'y a pas d'autres modes de communication pour envoyer la notification initiale, les messages d'alerte ou les messages de suivi.

¹⁸ Article 5 de la Convention sur l'assistance [1].

3.5. Essais et exercices (ConvEx)

Des essais et des exercices standard sont préparés, exécutés et évalués pour tester les objectifs d'intervention clés selon le schéma ci-après. Les programmes annuels d'exercices sont mis en ligne en fin d'année pour l'année suivante sur le site web de l'USIE. Les résultats et les évaluations appropriées seront disponibles sur l'USIE après chaque exercice.

D'autres essais en dehors de ce schéma peuvent être organisés pour tester d'éventuels nouveaux arrangements. Des invitations à participer à titre volontaire seront envoyées par les voies de communication de routine plusieurs semaines à l'avance.

Tous les messages concernant les essais et exercices organisés dans ce cadre doivent être clairement identifiés par le mot « EXERCISE » en anglais.

3.5.1. ConvEx-1

Objectif 1 : tester que les centres d'alerte nationaux sont disponibles en permanence, que les coordonnées de fax et les voies d'alerte de l'USIE sont correctes et que les points de contact peuvent accéder correctement à l'USIE.

ConvEx-1a

ConvEx-1a : tester que les centres d'alerte nationaux sont disponibles en permanence pour la réception des notifications

L'IEC informe tous les points de contact qu'il envisage de procéder à un exercice ConvEx-1a au moins 14 jours avant la date de l'exercice. Les points de contact sont censés activer leurs voies d'alerte sur le site web USIE Exercise de façon à pouvoir s'entraîner à les utiliser. La date et l'heure exactes de l'exercice ne sont pas annoncées ; toutefois, le mois au cours duquel l'exercice doit avoir lieu est indiqué dans le programme annuel publié sur l'USIE.

Une fois par an, l'IEC envoie un message d'exercice par fax à tous les NWP et NCA(A). Un événement correspondant est publié sur le site web USIE Exercise et des notifications USIE d'exercice sont envoyées par les voies d'alerte de l'USIE à tous les centres d'alerte nationaux et toutes les autorités nationales compétentes. Il est prévu que :

- les NWP envoient à l'IEC un accusé de réception par fax ou mél. dans les 30 minutes¹⁹ ; et
- les NCA(A), au plus tard le jour ouvrable suivant, accèdent au site web USIE Exercise et y accusent réception du message d'exercice.

¹⁹ Les points de contact qui ne sont pas définis conformément à la section 3 du présent manuel sont censés réagir comme un centre d'alerte national.

ConvEx-1b

ConvEx-1b : tester que les centres d'alerte nationaux sont disponibles en permanence et que les autorités nationales compétentes peuvent réagir rapidement aux notifications reçues.

L'IEC informe tous les points de contact qu'il envisage de procéder à un exercice ConvEx-1b dans les 14 jours suivants. Les points de contact activent leurs voies d'alerte sur le site web USIE Exercise de façon à pouvoir s'entraîner à les utiliser. La date et l'heure exactes de l'exercice ne sont pas annoncées ; toutefois, le mois au cours duquel l'exercice doit avoir lieu est indiqué dans le programme annuel publié sur l'USIE.

Une fois par an, l'IEC envoie un message d'exercice par fax à tous les points de contact, publie un événement sur le site web USIE Exercise et demande des accusés de réception sur ce même site. Il est prévu que :

1. les NWP envoient à l'IEC un accusé de réception par fax dans les 30 minutes²⁰ ;
2. les NWP alertent rapidement les NCA(A) pertinentes ;
3. dès que possible, les NCA(A) pertinentes accèdent au site web USIE Exercise, lisent le message et en accusent réception sur le site. Le délai fixé comme objectif pour accuser réception du message sur le site web USIE Exercise est de deux heures.

ConvEx-1c

ConvEx-1c : valider l'accès à l'USIE des administrateurs USIE

Les administrateurs USIE ont le droit de modifier les voies d'alerte de leur organisme sur l'USIE et le site web USIE Exercise. C'est une fonction importante et l'IEC contacte donc tous les administrateurs USIE une fois par an par mél. pour leur demander de confirmer qu'ils peuvent accéder à l'USIE et modifier les paramètres.

Chaque administrateur USIE doit :

- envoyer un mél. de confirmation au point de contact de l'USIE.

Si un mél. ne peut pas être remis à son destinataire, l'IEC contacte l'organisme concerné pour choisir un nouvel administrateur, le cas échéant.

ConvEx-1d

ConvEx-1d : tester les voies de communication de l'AIEA en cas d'urgence

Tout point de contact peut faxer un message d'essai à l'IEC une fois par trimestre au maximum, sans arrangement préalable, et l'IEC répond par un simple accusé de réception le jour ouvrable suivant ou avant. Aucun autre État n'est concerné par un tel exercice.

²⁰ Les points de contact qui ne sont pas définis conformément à la section 3 du présent manuel accèdent au site web USIE Exercise, trouvent le message d'exercice et confirment qu'ils ont accédé au site web sur le message de réponse envoyé par fax.

3.5.2. ConvEx-2

Objectif 2 : tester que les autorités nationales compétentes peuvent remplir correctement les formulaires de rapport et tester les procédures appropriées pour l'échange d'informations et pour la demande et la fourniture d'assistance.

ConvEx-2a

ConvEx-2a : tester la capacité des autorités nationales compétentes de remplir les formulaires de rapport appropriés

Cet exercice a lieu une fois par an à une date annoncée. Avant l'exercice, l'IEC invite toutes les NCA à participer. Lors du processus d'inscription, l'IEC demande les coordonnées des participants de façon à pouvoir envoyer les messages d'exercice par fax ou mél. aux points de contact inscrits, car l'IEC n'a pas besoin d'utiliser les voies de communication principales pour envoyer les messages d'exercice. Le jour de l'exercice, l'IEC envoie les messages d'exercice, qui font partie d'un scénario descriptif, en commençant à trois moments différents de la journée : 04:00 UTC pour l'Asie, 10:00 UTC pour l'Europe et l'Afrique et 16:00 UTC pour l'Amérique. L'exercice nécessite que les NCA remplissent les formulaires appropriés en fonction des messages d'exercice sur le site web USIE Exercise.

Les NCAs doivent

- remplir les formulaires pendant leurs heures de travail normales et les soumettre sur le site web USIE Exercise.

ConvEx-2b

ConvEx-2b : tester les arrangements pour la demande et la fourniture d'une assistance

Cet exercice a lieu une fois par an à une date annoncée. L'IEC invite les NCA à participer et coordonne la participation des capacités nationales pertinentes. Cet exercice s'adresse spécifiquement aux points de contact ayant des capacités RANET enregistrées, mais les autres points de contact qui envisagent de rejoindre le RANET sont encouragés à participer. L'exercice se déroule sur trois jours au maximum. Toutefois, il n'est pas conduit en temps réel et toutes les contreparties et l'IEC peuvent exécuter les activités de l'exercice pendant leurs heures de travail normales. Le ConvEx-2b est conduit conjointement avec les organisations internationales pertinentes.

L'IEC invite les NCA des États Membres de l'AIEA à coordonner la communication des informations et les demandes de conseils et d'assistance pour une situation hypothétique dans leur pays. L'IEC fournit des messages entrants à l'avance si nécessaire.

L'IEC transmet les messages de l'État où s'est produit l'accident aux points de contact participants. Il est prévu que d'autres NCA participantes passent en revue les informations et décident si elles sont à même de fournir l'assistance demandée, en tenant compte de toutes les contraintes et capacités techniques et administratives. La préparation d'un plan d'action pour l'assistance est testée. L'IEC et les NCA participantes utilisent des moyens de communication appropriés pour échanger des informations et simuler la fourniture et la coordination de l'assistance internationale à l'État demandeur.

ConvEx-2c

ConvEx-2c : tester les arrangements en cas de situation d'urgence radiologique transnationale

L'exercice a lieu une fois tous les deux ans, à une date annoncée, et ne dure pas plus de huit heures (temps écoulé). L'IEC invite au préalable tous les points de contact à participer à l'exercice, qui n'est pas organisé la même année qu'un exercice ConvEx-3.

L'IEC invite la NCA d'un État Membre de l'AIEA – «l'État où s'est produit l'accident» – à envoyer des messages concernant une hypothétique situation d'urgence radiologique dans l'État. L'IEC fournit des messages entrants à l'avance si nécessaire. L'exercice peut comporter un test d'arrangements bilatéraux ou multilatéraux par le biais du site web USIE Exercise.

L'IEC transmet les messages de l'État où s'est produit l'accident aux points de contact participants, et publie les informations communiquées sur le site web USIE Exercise. Les autres NCA participantes sont censées accéder aux informations sur le site web USIE Exercise, confirmer qu'elles ont lu et compris les messages et répondre de façon appropriée aux éventuelles demandes de conseils ou d'informations.

ConvEx-2d

ConvEx-2d : tester les arrangements en cas de situation d'urgence nucléaire transnationale

L'exercice a lieu une fois tous les quatre ans, à une date annoncée, et ne dure pas plus de huit heures (temps écoulé). L'IEC invite au préalable tous les points de contact à participer à l'exercice, qui est conduit conjointement avec l'OMM et auquel les services météorologiques nationaux sont censés participer. Un exercice ConvEx-2d n'a pas lieu la même année qu'un exercice ConvEx-3.

L'IEC invite la NCA d'un État Membre de l'AIEA – «l'État où s'est produit l'accident» – à envoyer des messages concernant une hypothétique situation d'urgence radiologique dans l'État. L'IEC fournit des messages entrants à l'avance si nécessaire. L'exercice ne comporte pas de test d'arrangements bilatéraux ou multilatéraux.

L'IEC transmet les messages de l'État où s'est produit l'accident aux points de contact participants, et publie les informations communiquées sur le site web USIE Exercise. Les autres NCA participantes sont censées accéder aux informations sur le site web USIE Exercise, confirmer qu'elles ont lu et compris les messages et répondre de façon appropriée aux éventuelles demandes de conseils ou d'informations.

3.5.3. ConvEx-3

Objective 3 : tester le fonctionnement complet des mécanismes d'échange d'informations, et la demande et la fourniture d'assistance

Un exercice à grande échelle a lieu une fois tous les trois à cinq ans. Les détails sont annoncés aux États au préalable. Tous les États parties à la Convention sur la notification rapide sont vivement encouragés à participer. Un tel exercice est coordonné avec les plans d'exercice d'autres organisations internationales par le biais de l'IACRNE²¹. Les États Membres qui ont adopté les arrangements du présent manuel sont encouragés à se porter volontaires pour accueillir un exercice ConvEx-3. Le scénario de l'exercice doit simuler une situation d'urgence nucléaire ou radiologique comportant un rejet important de matières radioactives dans l'environnement,

²¹ Voir aussi la réf. [3].

nécessitant des actions protectrices hors site et ayant un impact transnational, ou bien une situation d'urgence nucléaire ou radiologique déclenchée par un acte criminel et comportant des conséquences radiologiques importantes nécessitant des actions protectrices. Le scénario peut prévoir la demande et la fourniture d'une assistance. Les États n'ont pas besoin de préparer un exercice spécifique pour accueillir un exercice ConvEx-3, mais sont encouragés à passer en revue leurs plans d'exercices nationaux et peuvent choisir de proposer un tel exercice national comme base d'un exercice ConvEx-3. L'expérience montre que les arrangements pour l'échange international de communications sont considérablement améliorés après de tels exercices. Le pays hôte participera au niveau international aux préparatifs de l'exercice.

Essai

Objectif : obtenir un retour d'information sur les propositions de nouveaux arrangements ou exercices

Des essais sont organisés chaque fois que des propositions de nouveaux arrangements sont élaborées. Pour tester leur fonctionnalité et obtenir un retour d'information des utilisateurs, certains points de contact, ou la totalité d'entre eux, sont invités à participer aux essais.

Exercices nationaux ou multinationaux

L'IEC peut participer à des exercices nationaux, régionaux ou multinationaux à la demande de l'État organisant l'exercice. Il peut le faire de différentes façons : a) soit un se contentant de confirmer les messages de l'exercice, b) soit en jouant un « rôle minimal », c'est-à-dire que tous les messages reçus sont confirmés et vérifiés si nécessaire, puis publiés sur le site web USIE Exercise, c) soit en jouant un « rôle normal », auquel cas l'IEC pose effectivement des questions au pays conduisant l'exercice, répond aux questions qui lui sont posées et, si on le lui demande, diffuse les messages auprès des autres pays ou organisations participants. Les organisateurs d'exercices nationaux qui sont conduits sur le site web USIE Exercise peuvent souhaiter utiliser le mécanisme de l'USIE pour envoyer une notification directement à d'autres pays ou envoyer des messages d'exercice à des États sur la base d'arrangements bilatéraux ou multilatéraux. Les événements publiés sur le site de l'USIE (ou sur le site web USIE Exercise) peuvent l'être avec des restrictions concernant l'accès, qui peut être réservé à un seul pays ou à des pays sélectionnés, ou ouvert à tous les pays. En conséquence, seuls ceux qui ont un droit d'accès peuvent voir l'événement et les messages associés sur le site de l'USIE (ou sur le site web USIE Exercise).

Dans le troisième cas, l'IEC souhaite recevoir la demande de participation au moins deux mois avant la date prévue de l'exercice. Il désigne un membre de son personnel comme contrôleur de l'exercice pour l'IEC et demande à ce que ce contrôleur ait accès aux informations importantes. L'IEC ne donne accès aux informations que selon les besoins du service, comme demandé par l'État conduisant l'exercice.

3.6. Autres arrangements avec l'IEC

L'IEC s'efforce²² en outre d'aider un État partie ou un État Membre, sur demande, à :

- a) préparer des plans d'intervention en cas d'incident ou d'urgence nucléaire ou radiologique et la législation appropriée ;

²² Article 5 de la Convention sur l'assistance.

- b) élaborer des programmes appropriés de formation du personnel à l'intervention en cas d'incident ou d'urgence nucléaire ou radiologique ;
- c) mener des recherches sur la faisabilité de la mise en place de systèmes appropriés de contrôle radiologique

4. ARRANGEMENTS OPERATIONNELS

4.1. Contexte

La présente section, complétée par l'appendice 1²³, donne les éléments clés permettant à un État ou une organisation internationale de comprendre le fonctionnement de l'IEC et de préparer ses propres arrangements détaillés d'interface, y compris les procédures, listes de contrôle et activités de formation. L'IEComm lui-même n'impose aucune obligation aux États Membres et aux organisations internationales pertinentes. Cependant, il est vivement recommandé aux États et aux organisations internationales de mettre en place des arrangements compatibles.

4.2. Catégorisation des événements

En cas d'incident ou d'urgence nucléaire ou radiologique, il doit exister des arrangements permettant d'y réagir de manière appropriée. Pour les communications au niveau international, des arrangements doivent exister pour les événements que les États sont tenus de notifier et pour les événements (situations d'urgence transnationales) qui sont décrits dans des normes internationales. Des arrangements doivent aussi exister pour les événements qui peuvent nécessiter la transparence et un partage d'informations avec la communauté internationale et pour les événements qui peuvent donner lieu à une demande d'assistance ou d'informations adressée à l'AIEA par un ou plusieurs États. Cela peut se faire par l'adoption d'un système de catégorisation composé d'ensembles de conditions qui déclenchent une certaine réaction. Le système de catégorisation adopté aux fins de l'IEComm (figure 1) concerne 1) les événements spécifiques des installations nucléaires, 2) les événements radiologiques (non spécifiques des installations nucléaires) et 3) les actes criminels ou autres actes non autorisés mettant en jeu des matières radioactives.

²³ L'appendice 1 est disponible sur demande des autorités nationales compétentes et points de contact officiellement désignés au titre de la Convention sur la notification rapide et de la Convention sur l'assistance.

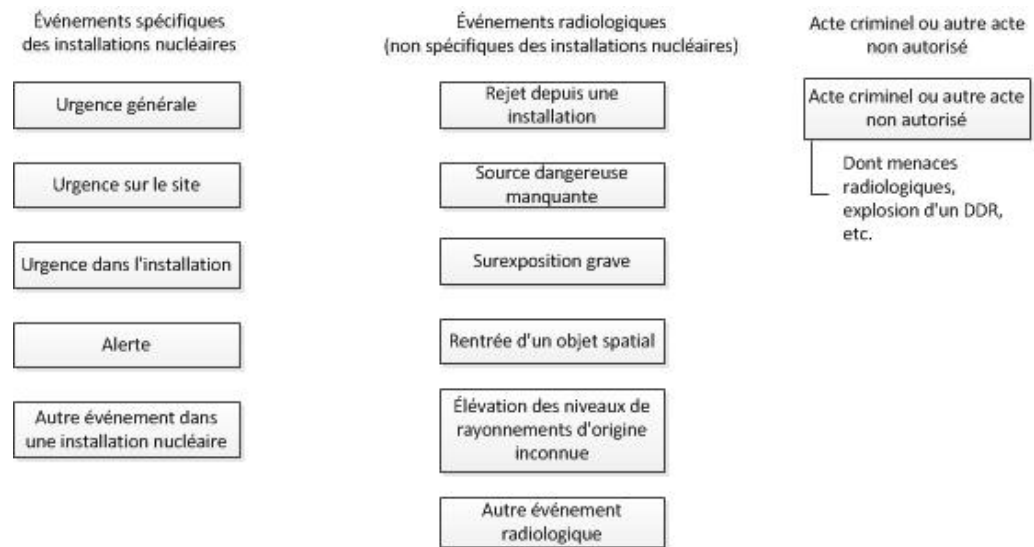


Figure 1. Ensembles de conditions, groupées en trois classes, utilisées pour décrire des situations qui exigent une intervention immédiate dans le cadre de l'IEComm.

4.2.1. Événements spécifiques des installations nucléaires^{24,25}

Pour les événements spécifiques des installations nucléaires²⁶, la présente section prévoit quatre classes qui correspondent à différents niveaux d'action, à savoir « alerte », « urgence dans l'installation », « urgence sur le site » et « urgence générale ». En outre, elle indique une procédure pour la communication d'informations sur d'autres événements dans une installation nucléaire qui ne justifient pas une déclaration de classe d'urgence. De tels événements peuvent avoir à être signalés du fait de l'intérêt du public ou des médias, ou si la communauté internationale peut en tirer des enseignements pertinents.

4.2.2. Événements radiologiques (non spécifiques des installations nucléaires)

Outre les classes qui sont spécifiques des installations nucléaires, il existe six types d'incidents ou d'urgences pour lesquels des procédures d'intervention spéciales ont été élaborées, à savoir « rejet depuis une installation », « source dangereuse manquante », « rentrée d'un objet spatial », « surexposition grave », « élévation

²⁴ Cela correspond aux catégories de menaces I et II définies dans [2], à savoir :

I - Installations, telles que les centrales nucléaires, pour lesquelles on postule des événements (y compris des événements de très faible probabilité) survenant sur le site qui pourraient causer des effets déterministes graves sur la santé hors du site, ou pour lesquelles de tels événements se sont produits dans des installations similaires.

II - Installations, telles que certains types de réacteurs de recherche, pour lesquelles on postule des événements survenant sur le site qui pourraient entraîner des doses à la population hors du site justifiant des actions protectrices urgentes conformément aux normes internationales, ou pour lesquelles de tels événements se sont produits dans des installations similaires. La catégorie II (contrairement à la catégorie I) ne comprend pas les installations pour lesquelles on postule des événements (y compris des événements de très faible probabilité) survenant sur le site qui pourraient causer des effets déterministes graves sur la santé hors du site, ou pour lesquelles de tels événements se sont produits dans des installations similaires.

²⁵ Il est à noter qu'un navire à propulsion nucléaire est considéré comme une installation nucléaire aux fins du présent document.

²⁶ Les quatre classes (« alerte », « urgence dans l'installation », « urgence sur le site » et « urgence générale ») sont cohérentes avec celles indiquées au paragraphe 4.19 de [2]. Il est admis qu'au niveau national, un État ou un exploitant peut utiliser d'autres classes.

des niveaux de rayonnements d'origine inconnue» et «autre événement radiologique».

4.2.3. Acte criminel ou autre acte non autorisé

Enfin, la procédure d'intervention «acte criminel ou autre acte non autorisé» a été élaborée pour les incidents et les urgences qui comportent un élément de sécurité nucléaire. Cette procédure peut être utilisée pour différents incidents et urgences comme une menace de bombe, l'explosion d'un dispositif à dispersion de radioactivité, la détonation d'un dispositif nucléaire improvisé, une exposition intentionnelle, une menace radiologique, etc.

L'IEC utilise cette catégorisation pour prendre rapidement des mesures d'intervention appropriées dès réception d'une notification initiale ou d'un message d'alerte.

Si l'une de ces classes ou l'un de ces types pourrait donner lieu à une «situation d'urgence transnationale», les États Membres envoient²⁷ une notification initiale à l'IEC et aux autres États (il est à noter que l'«urgence générale» et la «rentrée d'un objet spatial» ayant des sources d'énergie nucléaires ou des sources radioactives dangereuses à bord constituent toujours une situation d'urgence transnationale). Pour les incidents et les urgences d'intérêt local, les États peuvent s'ils le souhaitent envoyer un message d'alerte.

Les définitions détaillées de ces classes et types d'urgence et les mesures d'intervention correspondantes à prendre immédiatement dans le contexte des présents arrangements, sont indiquées ci-après.

4.3. Services d'intervention fournis par l'IEC

Authentification et vérification des messages	L'IEC envoie une notification initiale ou des messages d'alerte en anglais à propos d'une situation d'urgence nucléaire ou radiologique aux points de contact selon que de besoin. Les informations qui y figurent sont à la fois authentifiées et vérifiées par le personnel de l'AIEA.
Authentification et tri des informations complémentaires	Les informations figurant dans les messages de suivi en anglais, qui peuvent comprendre des données sur les installations, des informations météorologiques, des données de contrôle radiologique et des informations sur les actions protectrices, reçues par l'IEC de l'État notificateur ou des États affectés, sont authentifiées et rapidement examinées par le personnel de l'AIEA pour en déterminer la cohérence, la plausibilité, la lisibilité et la compréhensibilité avant d'être transmises aux autres points de contact.
Évaluation, analyse et pronostic	L'IEC fournit aux points de contact pendant une situation d'urgence nucléaire ou radiologique des informations actualisées sur ses conséquences potentielles, y compris l'analyse des informations et des données disponibles, et sur le pronostic des scénarios possibles sur la base des faits, des connaissances scientifiques et des capacités des États Membres. Ces informations sont utilisées par l'AIEA pour communiquer aux États Membres, aux organisations internationales et au public des informations à jour, claires, exactes et facilement compréhensibles.

²⁷ Soit en vertu de l'obligation, découlant de la Convention sur la notification rapide, de notifier un rejet transfrontière important, soit pour satisfaire aux prescriptions du paragraphe 4.15 de [2] (comme la Conférence générale de l'AIEA les y a encouragés dans la résolution GC(46)/RES/9).

Produits météorologiques	<p>En cas de rejet de matières radioactives dans l'atmosphère à partir d'une installation nucléaire ou autre, l'IEC a conclu des arrangements avec l'OMM pour l'établissement d'un ensemble de produits météorologiques standard pour l'intervention initiale, sur la base des coordonnées du site de l'événement et, si elles sont connues, d'informations sur le terme source et la durée du rejet, comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • trajectoires tridimensionnelles de paquets hypothétiques de matières, tracées séparément pour les paquets rejetés à 500, 1 500 et 3 000 mètres au-dessus du sol ; sont aussi indiqués les emplacements de chaque paquet à des intervalles de six heures aux principales heures synoptiques (6h, 12h, 18h et 24h UTC) jusqu'à la fin de la prévision du modèle de dispersion ; • concentrations dans l'air intégrées sur le temps dans la couche de 500 m au-dessus du sol en Bq·h/m³ pour chacune de trois périodes de prévision ; • dépôt total (humide et sec) en Bq/m² résultant du temps de rejet pour chacune de trois périodes de prévision. <p>Les points de contact sont priés de mettre en place des liens vers leur service météorologique national, qui peut fournir des interprétations de ces produits de l'OMM et aider à élaborer des arrangements nationaux pour les calculs de dispersion atmosphérique. Une liste de services météorologiques nationaux figure sur le site web de l'OMM à l'adresse suivante : http://www.wmo.int/pages/prog/www/DPFSERA/delegated_authorities.htm.</p>
Assistance d'urgence	<p>Sur demande, l'AIEA est prête à aider pour l'évaluation initiale de la situation (à formuler des recommandations et/ou à évaluer les mesures prises et prévues), y compris, le cas échéant, en envoyant rapidement du personnel qualifié et des experts dans l'État demandeur. L'AIEA mettra à disposition des ressources appropriées pour la réalisation d'une telle évaluation initiale.</p> <p>Sur demande, l'AIEA facilitera la coordination de l'assistance internationale éventuellement requise et y contribuera.</p>
Mission d'enquête	<p>En cas de situation d'urgence nucléaire ou radiologique et avec le consentement de l'État concerné, l'AIEA mène des missions d'enquête, dont les résultats sont rendus publics avec le consentement de l'État.</p>

4

4.4. Procédures d'intervention

Douze ensembles de types d'événements (quatre classes d'urgence et un autre type d'événement spécifique des installations nucléaires ; six types d'événements radiologiques (non spécifiques des installations nucléaires) et un type pour acte criminel ou autre acte non autorisé mettant en jeu des matières radioactives) sont utilisés dans le présent manuel pour décrire les mesures à prendre dans diverses situations.

La présente section décrit les procédures d'échange d'informations pour chacun des douze types d'événements. Pour chacun, la procédure énumère les mesures attendues du point de contact pertinent et de l'IEC.

Ensuite, la section 4.5 décrit une procédure de demande d'assistance auprès de l'AIEA, et de facilitation et/ou de coordination par l'AIEA de la fourniture d'une assistance d'urgence.

Dans le texte sont mentionnés divers formulaires EMERCON pour l'envoi de messages à l'IEC (SRF, GENF et MPA). D'autres formulaires, comme le formulaire de signalement d'événement (ENF), le formulaire de demande d'informations et le formulaire de demande d'assistance sont aussi mentionnés dans le texte. Ces formulaires et les instructions pour les remplir figurent dans l'appendice 1 de l'IEComm²⁸.

²⁸ L'appendice 1 est disponible sur demande des autorités nationales compétentes et points de contact officiellement désignés au titre de la Convention sur la notification rapide et de la Convention sur l'assistance.

Classe d'urgence : URGENCE GÉNÉRALE

Description :	Événements comportant un risque réel ou important de rejet ou d'exposition aux rayonnements justifiant la mise en œuvre des actions protectrices urgentes hors site.
Objet :	Notifier et fournir des informations pertinentes afin de réduire le plus possible les conséquences d'une situation d'urgence transnationale ; et, le cas échéant, afin de réduire le plus possible les conséquences radiologiques transfrontières d'un éventuel rejet.
Obligation :	Si un rejet de matières radioactives se produit ou est probable et résulte ou peut résulter en un rejet transfrontières international, les États parties à la Convention sur la notification rapide ont l'obligation de le notifier aux États potentiellement affectés et à l'AIEA, de communiquer les informations pertinentes et de répondre aux demandes d'informations émanant des États affectés.
Attentes :	Les États Membres, afin de satisfaire aux prescriptions de [2], sont censés notifier, communiquer les informations pertinentes et répondre aux demandes d'informations concernant une situation d'urgence transnationale liée à une « urgence générale » déclarée.
Encouragement :	Le Secrétariat de l'AIEA encourage vivement les États à notifier une urgence générale dans les délais fixés comme objectifs dans la section 2.3 et décrits dans l'appendice VI de [8].

Notification initiale d'une urgence générale par l'État notificateur

URGENCE GÉNÉRALE	
ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
<p>La NCA(D) fax à l'IEC la notification initiale sur le formulaire EMERCON GENF, éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son propre site web, ou soumet la notification à l'USIE au moyen d'un formulaire GENF</p> <p>La NCA(D) appelle l'IEC pour confirmer la réception²⁹ de la notification</p>	<p>Accuse réception du message</p> <p>Authentifie la notification initiale et en vérifie la teneur par appel téléphonique à la NCA(D) désignée de l'État notificateur</p> <p>Offre les bons offices de l'AIEA à l'État notificateur</p> <p>Établit un dispositif de réponse 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 (avec liaisons spéciales par téléphone, fax et mél. avec l'État notificateur)</p>

²⁹ Si des lignes de communication spéciales ont déjà été mises en place, elles doivent être utilisées.

URGENCE GÉNÉRALE	
ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
	<p>Informe immédiatement les NWP des États Membres, les autres États qui pourraient être physiquement affectés et les organisations internationales pertinentes de la notification reçue</p> <p>Fax la notification initiale aux NWP, NCA(A) et aux missions permanentes de tous les États</p> <p>Offre ses bons offices aux États potentiellement affectés</p> <p>Publie la notification initiale sur l'USIE, avec les pièces jointes et/ou les liens vers le site web de l'État notificateur. Envoie des méls aux NCA(A) des États dans un rayon de 1 000 km d'une centrale nucléaire ou de 50 km d'un réacteur de recherche pour leur demander de confirmer la réception de la notification sur l'USIE</p> <p>Contacte les NWP des États dans un rayon de 1 000 km d'une centrale nucléaire ou de 50 km d'un réacteur de recherche qui n'ont pas confirmé la réception de la notification sur l'USIE, par fax, mél. ou téléphone, et établit une liaison téléphonique spéciale avec les NCA(A) pertinentes</p> <p>Établit des liaisons téléphoniques séparées avec d'autres États, les missions permanentes et les organisations internationales pertinentes</p>

Informations complémentaires émanant de l'État notificateur

Produits météorologiques

Informations émanant d'États potentiellement affectés

URGENCE GÉNÉRALE	
ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
<p>La NCA(D) envoie à l'IEC les informations complémentaires pertinentes par fax ou mél. sur les formulaires EMERCON GENF ou MPA, ou soumet les formulaires à l'USIE, éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son propre site web</p> <p>Si les informations complémentaires signalent un changement de la classe d'urgence ou la fin de l'urgence, la NCA(D) s'assure de la réception du message par l'IEC grâce à un appel téléphonique</p>	<p>Diffuse les informations complémentaires par fax aux NCA(A) et missions permanentes de tous les États Membres et aux organisations internationales pertinentes</p> <p>Publie les informations complémentaires sur l'USIE, avec les pièces jointes et/ou les liens vers le site web de l'État notificateur</p> <p>Compile et analyse les informations, évalue les conséquences potentielles et le pronostic des scénarios potentiels, et envoie des récapitulatifs à tous les points de contact et les publie sur l'USIE</p> <p>Coordonne l'intervention des organisations internationales</p>
<p>La NCA(D) peut générer des produits météorologiques nationaux ou les demander au CMRS de l'OMM ; elle envoie à l'IEC les résultats par fax ou mél. ou les soumet avec un formulaire EMERCON à l'USIE</p>	<p>Demande des produits météorologiques aux CMRS pertinents de l'OMM et les reçoit</p> <p>Publie les produits météorologiques sur l'USIE</p>
<p>État auquel des informations sont demandées</p> <p>La NCA(A) envoie à l'IEC les informations pertinentes par fax ou mél. sur le formulaire EMERCON MPA ou soumet le formulaire à l'USIE, ou communique l'URL du site web national donnant les informations pertinentes</p>	<p>Demande aux NCA(A) d'autres États dans un rayon de 1 000 km d'une centrale nucléaire ou de 50 km d'un réacteur de recherche de communiquer – sur le formulaire EMERCON MPA – des informations sur le contrôle radiologique et les actions protectrices</p> <p>Compile et analyse les informations, évalue les conséquences potentielles et le pronostic des scénarios potentiels, et envoie des récapitulatifs à tous les points de contact et les publie sur l'USIE</p> <p>Crée sur l'USIE des hyperliens vers les sites web d'autres États concernant la situation d'urgence</p>

Demandes
d'informations
émanant d'autres
États

Information du
public

URGENCE GÉNÉRALE	
ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
<p>État demandant des informations</p> <p>La NCA(A) ou la mission permanente demande les informations par fax, téléphone ou mél., ou sur l'USIE</p> <p>État(s) au(x)quel(s) des informations sont demandées</p> <p>La NCA(D) de l'État notificateur ou les NCA(A) d'autres États pertinents communiquent les réponses à l'IEC par fax, mél. ou téléphone, ou soumettent les informations demandées à l'USIE</p>	<p>Compile les demandes et les transmet à la NCA(D) de l'État notificateur ou à la NCA(A) d'un autre État pertinent</p> <p>Communique les réponses par fax, mél. ou téléphone aux points de contact demandant les informations et les publie sur l'USIE. S'il y a suffisamment de demandes d'informations ou s'il faut démentir des rumeurs, l'IEC fax un message d'alerte aux NCA(A) de tous les États ou le publie sur l'USIE</p>
<p>La NCA(D) envoie/soumet des copies de tout communiqué de presse à l'IEC/l'USIE ou envoie/soumet l'URL de son site web public</p> <p>L'agent national INES s'entend avec la NCA pertinente et soumet le formulaire INES ERF par le biais de l'USIE</p>	<p>Publie les communiqués de presse/URL sur l'USIE</p> <p>MTPI</p> <p>Établit une liaison pour coordonner la communication d'informations aux médias avec les services de presse officiels de l'État notificateur et des organisations internationales pertinentes selon que de besoin. Publie sur le site web public de l'AIEA des communiqués de presse et des annonces décrivant la notification initiale et les mesures prises par l'AIEA</p>

Classe d'urgence : URGENCE SUR LE SITE

Description :	Événements entraînant une très forte diminution du niveau de protection des personnes sur le site et près de l'installation, mais pas suffisante pour correspondre aux critères d'une « urgence générale ».
Objet :	Mettre les systèmes d'intervention de l'IEC et d'autres États à un niveau renforcé de préparation pour anticiper une éventuelle détérioration de la situation et la nécessité de diffuser rapidement des informations authentifiées.
Obligation :	Les États parties ne sont pas tenus, en vertu de la Convention sur la notification rapide, de notifier à l'AIEA ou aux autres États des conditions correspondant à une « urgence sur le site ».
Attentes :	Un État peut volontairement envoyer à l'IEC un message d'alerte concernant une « urgence sur le site » pour : 1) anticiper les demandes légitimes d'autres États parties à la Convention sur l'assistance souhaitant une « assistance » pour l'obtention d'informations ³⁰ ; 2) inciter l'AIEA à offrir ses bons offices ³¹ ; 3) prévenir l'AIEA, d'autres organisations pertinentes ou d'autres États d'une situation en évolution de façon qu'ils puissent être prêts à intervenir si la situation venait à empirer ; 4) s'agissant de l'AIEA, d'autres organisations internationales pertinentes ou d'autres États, entreprendre une procédure administrative et/ou donner des conseils aux gouvernements, au public ou aux médias à propos d'une situation en évolution d'importance radiologique réelle, potentielle ou perçue ; 5) alerter par ailleurs le personnel de l'AIEA s'occupant des interventions d'urgence.
Encouragement :	Le Secrétariat de l'AIEA encourage vivement les États à notifier une « urgence sur le site » de façon qu'il puisse se préparer à s'acquitter de ses fonctions en vertu de l'article 4 de la Convention sur la notification rapide [1].

Message d'alerte initial signalant une urgence sur le site émanant de l'État informateur

URGENCE SUR LE SITE	
ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
<p>La NCA(D) faxe à l'IEC le message sur le formulaire EMERCON SRF, éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son propre site web, ou le soumet à l'USIE</p> <p>La NCA(D) appelle l'IEC pour confirmer la réception de la notification</p>	<p>Accuse réception du message</p> <p>Authentifie le message d'alerte et en vérifie la teneur par appel téléphonique à la NCA(D) désignée de l'État informateur</p> <p>Offre les bons offices de l'AIEA à l'État informateur</p>

³⁰ Voir l'article 2 de la Convention sur l'assistance [1].

³¹ Voir l'article 5 de la Convention sur l'assistance [1].

Informations complémentaires émanant de l'État informateur

Demandes d'informations émanant d'autres États

URGENCE SUR LE SITE	
ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
	<p>Sauf instructions contraires de l'État informateur, fax le message d'alerte à tous les États et le publie sur l'USIE, avec les pièces jointes éventuelles et/ou des liens vers le site web de l'État informateur, et les prie de confirmer la réception du message d'alerte</p> <p>Contacte les États dans un rayon de 1 000 km d'une centrale nucléaire ou de 50 km d'un réacteur de recherche qui n'ont pas confirmé la réception du message d'alerte sur l'USIE par fax, mél. ou téléphone, et établit une liaison téléphonique spéciale avec les NCA(A)</p>
<p>La NCA(D) envoie à l'IEC les informations complémentaires pertinentes par fax ou mél. sur le formulaire EMERCON SRF, ou soumet le formulaire à l'USIE, éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son propre site web</p> <p>Si les informations complémentaires signalent un changement de la classe d'urgence ou la fin de l'urgence, la NCA(D) appelle l'IEC pour confirmer la réception du message</p>	<p>Peut faxer les informations complémentaires aux NCA(A) et missions permanentes de tous les États Membres et aux organisations internationales pertinentes</p> <p>Publie les informations complémentaires sur l'USIE, avec les pièces jointes et/ou les liens vers le site web de l'État informateur</p> <p>Compile et analyse les informations, évalue les conséquences potentielles et le pronostic des scénarios potentiels, et envoie des récapitulatifs à tous les points de contact et les publie sur l'USIE</p> <p>Coordonne l'intervention des organisations internationales</p>
<p>État demandant des informations</p> <p>La NCA(A) ou la mission permanente demande les informations par fax, téléphone ou mél., ou sur l'USIE</p> <p>État notificateur</p> <p>La NCA(D) communique les réponses à l'IEC par fax, mél. ou téléphone</p>	<p>Compile les demandes et les transmet à la NCA(D) de l'État pertinent</p> <p>Communique les réponses par fax, mél. ou téléphone aux points de contact demandant les informations et les publie sur l'USIE. S'il y a suffisamment de demandes d'informations ou s'il faut démentir des rumeurs, l'IEC faxe un message d'alerte aux NCA(A) de tous les États</p>

Information du public

URGENCE SUR LE SITE	
ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
<p>La NCA(D) envoie des copies de tout communiqué de presse ou l'URL de son site web public ou les soumet sur l'USIE</p> <p>L'agent national INES s'entend avec la NCA pertinente et soumet le formulaire INES ERF par le biais de l'USIE</p>	<p>Publie les communiqués de presse/URL sur l'USIE</p> <p>MTPI</p> <p>Peut créer des hyperliens sur le site web public de l'AIEA ou y publier un compte rendu avec l'accord de la NCA(D) de l'État informateur</p>

Classe d'urgence : URGENCE DANS L'INSTALLATION

- Description :** Événements entraînant une très forte diminution du niveau de protection des personnes sur le site.
- Objet :** Informer l'IEC et les autres États d'un événement sans conséquences hors site et anticiper les questions possibles.
- Obligation :** Les États parties ne sont pas tenus, en vertu de la Convention sur la notification rapide, de notifier à l'AIEA ou aux autres États des conditions correspondant à une « urgence dans l'installation ».
- Attentes :** Un État peut volontairement envoyer à l'IEC un message d'alerte concernant une « urgence dans l'installation » pour : 1) anticiper les demandes légitimes d'autres États parties à la Convention sur l'assistance souhaitant une « assistance » pour l'obtention d'informations³² ; et 2) s'agissant de l'AIEA, d'autres organisations internationales pertinentes ou d'autres États, donner des conseils aux gouvernements, au public ou aux médias à propos d'une situation d'importance radiologique perçue.
- Encouragement :** Le Secrétariat de l'AIEA encourage les États à informer l'IEC d'une « urgence dans l'installation », notamment si l'événement a été largement couvert par les médias et aux fins de l'échange international d'informations.

Message d'alerte initial de l'État informateur

URGENCE DANS L'INSTALLATION	
ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
<p>La NCA(D) faxe à l'IEC le message sur le formulaire EMERCON SRF, éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son propre site web, ou le soumet à l'USIE</p> <p>La NCA(D) appelle l'IEC pour confirmer la réception de la notification</p>	<p>Accuse réception du message</p> <p>Authentifie le message d'alerte et en vérifie la teneur par appel téléphonique ou mél. à la NCA(D) désignée de l'État informateur</p> <p>Offre les bons offices de l'AIEA à l'État informateur</p> <p>Sauf instructions contraires de l'État informateur, publie le message sur l'USIE au seul usage des NWP et des NCA(A) des pays dans un rayon de 1 000 km d'une centrale nucléaire ou de 50 km d'un réacteur de recherche</p>

³² Voir l'article 2 de la Convention sur l'assistance [1].

URGENCE DANS L'INSTALLATION		
	ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
Informations complémentaires émanant de l'État informateur	<p>La NCA(D) envoie à l'IEC les informations complémentaires pertinentes par fax ou mél. sur le formulaire EMERCON SRF, ou soumet le formulaire à l'USIE, éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son propre site web</p> <p>Si les informations complémentaires signalent un changement de la classe d'urgence ou la fin de l'urgence, la NCA(D) appelle l'IEC pour confirmer la réception du message</p>	<p>Publie les informations complémentaires sur l'USIE, avec les pièces jointes et/ou les liens vers le site web de l'État informateur</p> <p>Compile et analyse les informations, évalue les conséquences potentielles et le pronostic des scénarios potentiels, et envoie des récapitulatifs à tous les points de contact et les publie sur l'USIE</p>
Demandes d'informations émanant d'autres États	<p>État demandant des informations</p> <p>La NCA(A) ou la mission permanente demande les informations par fax, téléphone ou mél., ou sur l'USIE</p> <p>État notificateur</p> <p>La NCA(D) communique les réponses à l'IEC par fax, mél. ou téléphone</p>	<p>Compile les demandes et les transmet à la NCA(D) de l'État pertinent</p> <p>Communique les réponses aux points de contact demandant les informations ou les publie sur l'USIE. S'il y a suffisamment de demandes d'informations ou s'il faut démentir des rumeurs, l'IEC publie l'événement sur l'USIE à l'usage de tous les pays</p>
Information du public	<p>La NCA(D) envoie/soumet des copies de tout communiqué de presse à l'IEC/l'USIE ou envoie/soumet l'URL de son site web public</p> <p>L'agent national INES s'entend avec la NCA pertinente et soumet le formulaire INES ERF par le biais de l'USIE</p>	<p>Publie les communiqués de presse/URL sur l'USIE</p> <p>MTPI</p> <p>Peut créer des hyperliens sur le site web public de l'AIEA ou y publier un compte rendu avec l'accord de la NCA(D) de l'État informateur</p>

Classe d'urgence : ALERTE

- Description :** Événements entraînant une diminution incertaine ou forte du niveau de protection du public ou des personnes sur le site.
- Objet :** Informer l'IEC et les autres États d'un niveau renforcé de préparation pour anticiper une éventuelle détérioration de la situation et la nécessité de diffuser rapidement des informations authentifiées.
- Obligation :** Les États parties ne sont pas tenus, en vertu de la Convention sur la notification rapide, de notifier à l'AIEA ou aux autres États des conditions correspondant à une « alerte ».
- Attentes :** Un État peut volontairement envoyer à l'IEC un message d'alerte concernant une « alerte » pour : 1) anticiper les demandes légitimes d'autres États parties à la Convention sur l'assistance souhaitant une « assistance » pour l'obtention d'informations³³ ; 2) prévenir l'AIEA, d'autres organisations pertinentes ou d'autres États d'une situation en évolution de façon qu'ils puissent être prêts à intervenir si la situation venait à empirer ; et 3) s'agissant de l'AIEA, d'autres organisations internationales pertinentes ou d'autres États, donner des conseils aux gouvernements, au public ou aux médias à propos d'une situation d'importance radiologique perçue.
- Encouragement :** Le Secrétariat de l'AIEA encourage les États à informer l'IEC d'une « alerte » lorsque l'événement a été largement couvert par les médias et aux fins de l'échange international d'informations.

ALERTE		
	ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
Message d'alerte initial de l'État informateur	<p>La NCA(D) fax à l'IEC le message sur le formulaire EMERCON SRF, éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son propre site web, ou le soumet à l'USIE</p> <p>La NCA(D) appelle l'IEC pour confirmer la réception de la notification</p>	<p>Accuse réception du message</p> <p>Authentifie le message d'alerte et en vérifie la teneur par appel téléphonique ou mél. à la NCA(D) désignée de l'État informateur</p> <p>Sauf instructions contraires de l'État informateur, publie le message sur l'USIE au seul usage des NWP et des NCA(A) des pays dans un rayon de 1 000 km d'une centrale nucléaire ou de 50 km d'un réacteur de recherche</p>

³³ Voir l'article 2 de la Convention sur l'assistance [1].

Informations complémentaires émanant de l'État informateur

Demandes d'informations émanant d'autres États

Information du public

ALERTE	
ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
<p>La NCA(D) envoie à l'IEC les informations complémentaires pertinentes par fax ou mél. sur le formulaire EMERCON SRF, ou soumet le formulaire à l'USIE, éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son propre site web</p> <p>Si les informations complémentaires signalent un changement de la classe d'urgence ou la fin de l'urgence, la NCA(D) appelle l'IEC pour confirmer la réception du message</p>	<p>Publie les informations complémentaires sur l'USIE, avec les pièces jointes et/ou les liens vers le site web de l'État informateur</p> <p>Compile et analyse les informations, évalue les conséquences potentielles et le pronostic des scénarios potentiels, et envoie des récapitulatifs à tous les points de contact et les publie sur l'USIE</p>
<p>État demandant des informations</p> <p>La NCA(A) ou la mission permanente demande les informations par fax, téléphone ou mél., ou sur l'USIE</p> <p>État notificateur</p> <p>La NCA(D) communique les réponses à l'IEC par fax, mél. ou téléphone</p>	<p>Compile les demandes et les transmet à la NCA(D) de l'État pertinent</p> <p>Communique les réponses aux points de contact demandant les informations ou les publie sur l'USIE. S'il y a suffisamment de demandes d'informations ou s'il faut démentir des rumeurs, l'IEC publie l'événement sur l'USIE à l'usage de tous les pays</p>
<p>La NCA(D) envoie/soumet des copies de tout communiqué de presse à l'IEC/l'USIE ou envoie/soumet l'URL de son site web public</p> <p>L'agent national INES s'entend avec la NCA pertinente et soumet le formulaire INES ERF par le biais de l'USIE</p>	<p>Publie les communiqués de presse/URL sur l'USIE</p> <p>MTPI</p> <p>Peut créer des hyperliens sur le site web public de l'AIEA ou y publier un compte rendu avec l'accord de la NCA(D) de l'État informateur</p>

Type d'événement : AUTRE ÉVÉNEMENT DANS UNE INSTALLATION NUCLÉAIRE

Description :	Événements entraînant une diminution négligeable du niveau de protection du public ou des personnes sur le site.
Objet :	Informers l'IEC et les autres États d'un événement dans une installation nucléaire qui, malgré une diminution négligeable de la protection et de la sûreté, a suscité des préoccupations du public ou l'intérêt des médias.
Obligation :	Les États parties ne sont pas tenus, en vertu de la Convention sur la notification rapide, de notifier à l'AIEA ou aux autres États des conditions correspondant à un tel événement.
Attentes :	Un État peut volontairement envoyer à l'IEC un message d'alerte pour : 1) communiquer des informations autorisées sur des situations qui sont évoquées ou pourraient l'être dans les médias ; et 2) anticiper les demandes légitimes d'autres États parties à la Convention sur l'assistance souhaitant une « assistance » pour l'obtention d'informations ³⁴ .
Encouragement :	Le Secrétariat de l'AIEA encourage les États à informer l'IEC d'un tel événement lorsqu'il a été largement couvert par les médias et aux fins de l'échange international d'informations.

Message d'alerte
initial de l'État
informateur

AUTRE ÉVÉNEMENT DANS UNE INSTALLATION NUCLEAIRE	
ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
La NCA(D) fax le formulaire ENF, éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son propre site web, ou le soumet à l'USIE	<p>Les faxes sont converties en formulaire ENF pour l'USIE</p> <p>Le formulaire ENF est automatiquement publié sur le site USIE protégé à l'usage de tous les points de contact et des agents nationaux INES</p>

³⁴ Voir l'article 2 de la Convention sur l'assistance [1].

AUTRE ÉVÉNEMENT DANS UNE INSTALLATION NUCLEAIRE		
	ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
Informations complémentaires émanant de l'État informateur	La NCA(D) envoie à l'IEC les informations complémentaires pertinentes par fax ou mél. sur le formulaire ENF, ou soumet le formulaire à l'USIE, éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son propre site web	Publie les informations complémentaires sur l'USIE, avec les pièces jointes et/ou les liens vers le site web de l'État informateur Compile et analyse les informations, évalue les conséquences potentielles et le pronostic des scénarios potentiels, et envoie des récapitulatifs à tous les points de contact et les publie sur l'USIE
Demandes d'informations émanant d'autres États	État demandant des informations La NCA(A) ou la mission permanente demande les informations par fax, téléphone ou mél., ou sur l'USIE	Compile les demandes et les transmet à la NCA(D) de l'État pertinent Communique les réponses aux points de contact demandant les informations ou les publie sur l'USIE. Les formulaires ENF soumis sont publiés automatiquement sur l'USIE à l'usage de tous les États et agents nationaux INES
	État notificateur La NCA(D) communique les réponses à l'IEC par fax, mél. ou téléphone ou publie un autre formulaire ENF sur l'USIE	
Information du public	La NCA(D) envoie/soumet des copies de tout communiqué de presse à l'IEC/l'USIE ou envoie/soumet l'URL de son site web public L'agent national INES s'entend avec la NCA pertinente et soumet le formulaire INES ERF par le biais de l'USIE	Publie les communiqués de presse/URL sur l'USIE MTPI Peut créer des hyperliens sur le site web public de l'AIEA ou y publier un compte rendu avec l'accord de la NCA(D) de l'État informateur

Type d'événement : REJET DEPUIS UNE INSTALLATION

Description :	Événements provoquant un rejet de matières radioactives dans l'environnement.
Objet :	Informar l'IEC et les autres États d'un événement dans une installation nucléaire provoquant un rejet de matières radioactives, ainsi que des conséquences potentielles et des actions correctrices mises en œuvre par les autorités responsables.
Obligation :	Il existe une obligation des États parties, en vertu de la Convention sur la notification rapide, de notifier à l'AIEA et aux autres États de telles conditions si celles-ci ont provoqué ou pourraient provoquer un rejet transfrontière international susceptible d'avoir de l'importance du point de vue de la sûreté radiologique pour un autre État.
Attentes :	<p>Les États Membres, afin de satisfaire aux prescriptions de [2], sont censés notifier, communiquer les informations pertinentes et répondre aux demandes d'informations concernant une urgence transnationale.</p> <p>Un État peut volontairement envoyer à l'IEC un message d'alerte concernant un rejet depuis une installation pour : 1) anticiper les demandes légitimes d'autres États parties à la Convention sur l'assistance souhaitant une « assistance » pour l'obtention d'informations³⁵ ; 2) s'agissant de l'AIEA, d'autres organisations internationales pertinentes ou d'autres États, donner des conseils aux gouvernements, au public ou aux médias à propos d'une situation d'importance radiologique perçue.</p>
Encouragement :	Le Secrétariat de l'AIEA encourage vivement les États à informer l'AIEA d'un tel événement aux fins de l'échange international d'informations, notamment lorsqu'il a été largement couvert par les médias.

Notification
initiale ou
message d'alerte
de l'État
notificateur/
informateur

REJET DEPUIS UNE INSTALLATION	
ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
<p>La NCA(D) fax à l'IEC la notification initiale/le message d'alerte sur le formulaire EMERCON SRF, éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son propre site web, ou la/le soumet à l'USIE</p> <p>La NCA(D) appelle l'IEC pour confirmer la réception de la notification</p>	<p>Accuse réception de la notification initiale/du message d'alerte</p> <p>Authentifie la notification initiale/le message d'alerte et en vérifie la teneur par appel téléphonique ou mél. à la NCA(D) désignée de l'État informateur</p> <p>Sauf instructions contraires de l'État informateur, publie la notification initiale/le message d'alerte sur l'USIE à l'usage des points de contact pertinents</p>

³⁵ Voir l'article 2 de la Convention sur l'assistance [1].

Produits
météorologiques

Informations
émanant d'États
potentiellement
affectés

Informations
complémentaires
émanant de l'État
notificateur/
informateur

Demandes
d'informations
émanant d'autres
États

REJET DEPUIS UNE INSTALLATION	
ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
La NCA(D) peut générer des produits météorologiques nationaux ou les demander au CMRS de l'OMM; elle envoie les résultats par fax ou mél. à l'IEC ou les soumet sur un formulaire EMERCON à l'USIE	<p>Demande des produits météorologiques aux CMRS pertinents de l'OMM et les reçoit</p> <p>Publie les produits météorologiques sur l'USIE à l'usage des pays voisins et potentiellement affectés</p>
<p>État(s) au(x)quel(s) des informations sont demandées</p> <p>La NCA(A) envoie à l'IEC d'autres informations pertinentes par fax ou mél. sur les formulaires EMERCON SRF et/ou MPA ou soumet les formulaires à l'USIE, ou communique l'URL du site web donnant les informations pertinentes</p>	<p>Peut demander aux NCA(A) d'autres États pertinents de communiquer des informations sur les formulaires EMERCON SRF et/ou MPA</p> <p>En respectant les contraintes de confidentialité, compile les informations, faxe un récapitulatif aux NCA(A) des États pertinents ou le publie sur l'USIE au seul usage de ces États</p> <p>Crée sur l'USIE des hyperliens vers les sites web d'autres États donnant des informations pertinentes sur la situation d'urgence</p>
La NCA(D) envoie à l'IEC d'autres informations pertinentes par fax ou mél. sur les formulaires EMERCON SRF ou MPA ou soumet les formulaires à l'USIE, ou communique l'URL du site web donnant les informations pertinentes	<p>Faxe les informations complémentaires aux NCA(A) et aux missions permanentes des États de la même région géographique et aux organisations internationales pertinentes</p> <p>Publie les informations complémentaires sur l'USIE avec les pièces jointes éventuelles et/ou les liens vers le site web de l'État notificateur</p> <p>Compile et analyse les informations, évalue les conséquences potentielles et le pronostic des scénarios potentiels, et envoie des récapitulatifs à tous les points de contact et les publie sur l'USIE</p> <p>Coordonne l'intervention des organisations internationales</p>
<p>État demandant des informations</p> <p>La NCA(A) ou la mission permanente demande les informations par fax, téléphone ou mél., ou sur l'USIE</p>	<p>Compile les demandes et les transmet à la NCA(D) de l'État pertinent</p>

Information du public

REJET DEPUIS UNE INSTALLATION	
ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
<p>État notificateur</p> <p>La NCA(D) communique les réponses à l'IEC par fax, mél. ou téléphone</p>	<p>Communique les réponses aux points de contact demandant les informations ou les publie sur l'USIE. S'il y a suffisamment de demandes d'informations ou s'il faut démentir des rumeurs, l'IEC publie l'événement sur l'USIE à l'usage de tous les pays</p>
<p>La NCA(D) envoie/soumet des copies de tout communiqué de presse à l'IEC/l'USIE ou envoie/soumet l'URL de son site web public</p> <p>L'agent national INES s'entend avec la NCA pertinente et soumet le formulaire INES ERF par le biais de l'USIE</p>	<p>Publie les communiqués de presse/URL sur l'USIE</p> <p>MTPI</p> <p>Peut créer des hyperliens sur le site web public de l'AIEA ou y publier un compte rendu avec l'accord de la NCA(D) de l'État informateur</p>

Type d'événement : SOURCE DANGEREUSE MANQUANTE

Description :	Source dangereuse perdue ou volée ³⁶ , c'est-à-dire qui, si on n'en reprend pas le contrôle, pourrait donner lieu à une exposition suffisante pour causer des effets déterministes graves.
Objet :	Notifier et communiquer les informations pertinentes afin de réduire le plus possible les conséquences d'une urgence transnationale ; activer les systèmes d'intervention d'urgence d'autres États pour qu'ils soient prêts à réagir au cas où une source dangereuse entrerait sur leur territoire, y compris 1) traiter les problèmes de commerce international (en particulier concernant la ferraille) avec l'État concerné ; ou 2) traiter les questions qui sont perçues comme ayant une importance radiologique par les médias ou le public d'un autre État.
Obligation :	Il n'y a pas d'obligation des États parties en vertu de la Convention sur la notification rapide de notifier à l'AIEA ou aux autres États des conditions correspondant à un tel événement.
Attentes :	<p>Les États Membres, afin de satisfaire aux prescriptions de [2], sont censés notifier, communiquer les informations pertinentes et répondre aux demandes d'informations concernant une urgence transnationale qui inclut la découverte de la perte ou de l'enlèvement non autorisé d'une source dangereuse qui a été, ou dont on soupçonne qu'elle a été, transportée au-delà d'une frontière nationale.</p> <p>Un État peut volontairement envoyer à l'IEC un message d'alerte concernant une « source dangereuse manquante » qui ne représente pas une situation d'urgence transnationale pour : 1) anticiper les demandes légitimes d'autres États parties à la Convention sur l'assistance souhaitant une « assistance » pour l'obtention d'informations³⁷ ; 2) inciter l'AIEA à offrir ses bons offices³⁸ ; 3) prévenir l'AIEA, d'autres organisations pertinentes ou d'autres États d'une situation en évolution de façon qu'ils puissent être prêts à intervenir si la situation venait à empirer ; 4) s'agissant de l'AIEA, d'autres organisations internationales pertinentes ou d'autres États, entreprendre une procédure administrative et/ou donner des conseils aux gouvernements, au public ou aux médias à propos d'une situation en évolution d'importance radiologique réelle, potentielle ou perçue.</p>
Encouragement :	Le Secrétariat de l'AIEA encourage vivement les États à informer l'AIEA d'un tel événement aux fins de l'échange international d'informations, notamment lorsqu'il a été largement couvert par les médias.

³⁶ **Exemples de « sources dangereuses »** telles qu'elles sont définies ici : sources de radiographie industrielle et de radiothérapie ; irradiateurs ; générateurs thermoélectriques ; jauges industrielles fixes comportant des sources de haute activité ; sources de curiethérapie à fort ou faible débit de dose ; sources de diagraphie des sondages et sources similaires.

Ne sont pas considérés comme des « sources dangereuses » les humidimètres et les jauges industrielles fixes comportant des sources de plus faible activité et les sources similaires.

³⁷ Voir l'article 2 de la Convention sur l'assistance [1].

³⁸ Voir l'article 5 de la Convention sur l'assistance [1].

SOURCE DANGEREUSE MANQUANTE

Notification
initiale ou
message d'alerte
de l'État
notificateur

ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
<p>La NCA(D) faxe à l'IEC la notification initiale – en cas de franchissement effectif ou supposé d'une frontière nationale – ou bien un message d'alerte sur le formulaire EMERCON SRF, éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son propre site web, ou soumet la notification initiale/le message d'alerte à l'USIE</p> <p>La NCA(D) appelle l'IEC pour confirmer la réception de la notification/du message d'alerte</p>	<p>Accuse réception de la notification initiale/du message d'alerte sur l'USIE</p> <p>Authentifie la notification initiale ou le message d'alerte et en vérifie la teneur par appel téléphonique à la NCA(D) désignée de l'État informateur</p> <p>Offre les bons offices de l'AIEA à l'État informateur</p> <p>En cas de franchissement effectif ou supposé d'une frontière nationale, informe rapidement par fax les NWP, les NCA(A) et les missions permanentes des États pertinents conformément aux instructions de l'État notificateur et le cas échéant de la notification reçue. Sinon, informe dans les 24 heures par fax les NWP, les NCA(A) et les missions permanentes des États pertinents conformément aux instructions de l'État notificateur et le cas échéant du message d'alerte reçu</p> <p>Offre les bons offices de l'AIEA à l'État informateur et aux États potentiellement affectés</p> <p>Publie pour les États appropriés la notification/le message d'alerte sur l'USIE, avec les éventuelles pièces jointes et/ou les liens vers le site web de l'État informateur. Envoie des méls aux États pertinents en leur demandant d'accéder à l'USIE et de confirmer la réception de la notification/du message d'alerte</p> <p>Informe par téléphone les NWP des États pertinents qui n'ont pas confirmé sur l'USIE la réception de la notification</p> <p>Si l'événement comporte des activités criminelles, l'AIEA peut établir une liaison avec INTERPOL, l'OMD et/ou toute autre organisation internationale pertinente</p>

Informations complémentaires émanant de l'État informateur

Informations émanant d'États potentiellement affectés

Demandes d'informations émanant d'autres États

SOURCE DANGEREUSE MANQUANTE		
ACTIONS DES POINTS DE CONTACT		ACTIONS DE L'IEC
La NCA(D) envoie à l'IEC d'autres informations pertinentes par fax ou mél. sur le formulaire EMERCON SRF ou soumet le formulaire à l'USIE, éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son propre site web		<p>En respectant les contraintes de confidentialité, publie les informations complémentaires sur l'USIE, avec les éventuelles pièces jointes et/ou les liens vers les sites web de l'État informateur</p> <p>Compile et analyse les informations, évalue les conséquences potentielles et le pronostic des scénarios potentiels, et envoie des récapitulatifs à tous les points de contact et les publie sur l'USIE</p>
<p>État(s) au(x)quel(s) des informations sont demandées</p> <p>La NCA(A) envoie à l'IEC les informations pertinentes par fax ou mél. sur le formulaire EMERCON SRF ou soumet les informations à l'USIE, ou communique l'URL du site web donnant les informations pertinentes</p>		<p>Peut demander aux NCA(A) d'autres États pertinents de communiquer des informations sur le formulaire EMERCON SRF</p> <p>En respectant les contraintes de confidentialité, compile les informations et faxe un récapitulatif aux NCA(A) des États pertinents ou le publie sur l'USIE au seul usage de ces États</p> <p>Crée sur l'USIE des hyperliens vers les sites web des autres États donnant des informations pertinentes</p>
<p>État demandant des informations</p> <p>La NCA(A) ou la mission permanente demande les informations à l'IEC par fax, téléphone ou mél</p>		<p>Compile les demandes et les transmet à la NCA(D) de l'État informateur ou à la NCA(A) de l'État pertinent</p>

Information du public

SOURCE DANGEREUSE MANQUANTE	
ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
<p>État auquel des informations sont demandées</p> <p>La NCA(D) de l'État notificateur ou les NCA(A) d'autres États pertinents communiquent les réponses à l'IEC par fax, mél. ou téléphone</p>	<p>En respectant les contraintes de confidentialité, communique les réponses par fax, mél. ou téléphone aux points de contact demandant les informations et peut les publier sur l'USIE. S'il y a suffisamment de demandes d'informations ou s'il faut démentir des rumeurs, l'IEC faxe un message d'alerte aux NCA(A) de tous les États et le publie sur l'USIE</p>
<p>La NCA(D) envoie des copies de tout communiqué de presse ou communique l'URL de son site web public, ou les soumet à l'USIE</p> <p>L'agent national INES s'entend avec la NCA pertinente et soumet le formulaire INES ERF par le biais de l'USIE</p>	<p>Publie les communiqués de presse/URL sur l'USIE</p> <p>MTPI</p> <p>Peut créer des hyperliens sur le site web public de l'AIEA ou y publier un compte rendu avec l'accord de la NCA(D) de l'État informateur</p>

Type d'événement : SUREXPOSITION GRAVE

Description :	Exposition accidentelle due à une source de rayonnements, incorporation de matières radioactives ou contamination par des matières radioactives qui peut causer des effets déterministes graves. Ceux-ci sont normalement identifiables du fait de l'apparition de symptômes précoces.
Objet :	Notifier et communiquer des informations pertinentes afin de réduire le plus possible les conséquences ; activer les systèmes d'intervention d'urgence d'autres États pour qu'ils soient prêts à répondre à une demande d'assistance.
Obligation :	Les États parties n'ont aucune obligation de signaler une surexposition grave, mais les États parties à la Convention sur l'assistance ont le droit de demander une assistance afin d'atténuer les conséquences.
Attentes :	Un État peut volontairement envoyer à l'IEC un message d'alerte concernant une « surexposition » qui ne représente pas une situation d'urgence transnationale pour : 1) inciter l'AIEA à offrir ses bons offices ³⁹ ; et 2) prévenir l'AIEA, d'autres organisations pertinentes ou d'autres États d'une situation en évolution de façon qu'ils puissent être prêts à intervenir sur demande.
Encouragement :	Le Secrétariat de l'AIEA encourage les États à informer l'AIEA d'un tel événement aux fins de l'échange international d'informations, notamment lorsqu'il a été largement couvert par les médias.

Message d'alerte initial de l'État informateur

SUREXPOSITION GRAVE	
ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
<p>La NCA(D) faxe à l'IEC le message d'alerte sur le formulaire EMERCON SRF, éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son propre site web, ou soumet le message d'alerte à l'USIE</p> <p>La NCA(D) appelle l'IEC pour confirmer la réception du message d'alerte</p>	<p>Accuse réception du message d'alerte sur l'USIE</p> <p>Authentifie la notification initiale ou le message d'alerte et en vérifie la teneur par appel téléphonique à la NCA(D) désignée de l'État informateur</p> <p>Offre les bons offices de l'AIEA à l'État informateur</p> <p>Met en place une liaison avec l'OMS pour choisir les meilleures options en vue de suivre la situation si une question de santé publique est en jeu</p>

³⁹ Voir l'article 5 de la Convention sur l'assistance [1].

Informations complémentaires émanant de l'État informateur

Demande d'assistance émanant de l'État informateur

Demandes d'informations émanant d'autres États

Organisation de la mission d'assistance

Information du public

SUREXPOSITION GRAVE

ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
La NCA(D) envoie à l'IEC d'autres informations pertinentes par fax ou mél. sur le formulaire EMERCON SRF ou soumet le formulaire à l'USIE, éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son propre site web	En respectant les contraintes de confidentialité, publie les informations complémentaires sur l'USIE, avec les éventuelles pièces jointes et/ou les liens vers le site web de l'État notificateur
La NCA(A) demande à l'IEC une assistance par fax ou soumet le formulaire RFA à l'USIE	Confirme la demande d'assistance et en vérifie la teneur Peut demander aux NCA(A) d'autres États pertinents (de préférence des États ayant enregistré des capacités pertinentes auprès du RANET) et aux organisations internationales pertinentes de fournir l'assistance demandée, en respectant les instructions de l'État informateur
<p>État demandant des informations</p> <p>La NCA(A) ou la mission permanente demande les informations à l'IEC par fax, téléphone ou mél.</p> <p>État auquel des informations sont demandées</p> <p>La NCA(D) de l'État notificateur ou les NCA(A) d'autres États pertinents communiquent les réponses à l'IEC par fax, mél. ou téléphone</p>	<p>Compile les demandes et les transmet à la NCA(D) de l'État informateur ou à la NCA(A) de l'État pertinent</p> <p>En respectant les contraintes de confidentialité, communique les réponses par fax, mél. ou téléphone aux points de contact demandant les informations</p>
<p>États demandeur et fournisseur</p> <p>Examinent et révisent selon que de besoin, puis signent, le plan d'action pour l'assistance</p> <p>État demandeur</p> <p>Facilite la mission d'assistance</p>	<p>Rédige le plan d'action pour l'assistance [4] et le communique à tous les points de contact concernés</p> <p>Coordonne l'exécution de la mission d'assistance</p>
<p>La NCA(D) envoie des copies de tout communiqué de presse ou communique l'URL de son site web public, ou les soumet à l'USIE</p> <p>L'agent national INES s'entend avec la NCA pertinente et soumet le formulaire INES ERF par le biais de l'USIE</p>	<p>Publie les communiqués de presse/URL sur l'USIE</p> <p>MTPI</p> <p>Peut créer des hyperliens sur le site web public de l'AIEA ou y publier un compte rendu avec l'accord de la NCA(D) de l'État informateur</p>

Type d'événement : RENTRÉE D'UN OBJET SPATIAL

Description :	Un satellite ou autre objet spatial ayant à bord une source d'énergie nucléaire ou des sources radioactives dangereuses fait courir le risque d'un retour de matières radioactives sur Terre dans un proche avenir, ou bien la rentrée est en cours ou s'est déjà produite.
Objet :	Notifier et fournir des informations pertinentes afin de réduire le plus possible les conséquences d'une situation d'urgence transnationale et, le cas échéant, afin de réduire le plus possible les conséquences radiologiques transfrontières d'un éventuel rejet. Cela implique d'activer les systèmes d'intervention d'urgence des États pour 1) être prêt à réagir au cas où un satellite ayant à bord une source d'énergie nucléaire ou des sources radioactives tomberait sur le territoire national ; 2) traiter les questions relatives au commerce international et aux voyages dans les États potentiellement affectés ; 3) traiter les questions relatives aux actions protectrices ou aux conseils à donner aux ressortissants étrangers ou aux ambassades dans l'État notificateur et les États potentiellement affectés ; ou 4) traiter les problèmes perçus comme ayant une importance radiologique par les médias ou le public dans un autre État.
Obligation :	Si un rejet de matières radioactives se produit ou est probable et entraîne ou peut entraîner un rejet transfrontière international, les États parties à la Convention sur la notification rapide sont tenus de le notifier aux États potentiellement affectés et à l'AIEA, de communiquer les informations pertinentes et de répondre aux demandes d'informations émanant d'États affectés. Un État de lancement a d'autres obligations mentionnées dans le Plan commun [3] s'agissant de la notification à adresser à l'Organisation des Nations Unies et aux autres États.
Attentes :	<p>Les États Membres, afin de satisfaire aux prescriptions de [2], sont censés notifier, communiquer les informations pertinentes et répondre aux demandes d'informations concernant une situation d'urgence transnationale qui comporte la rentrée d'un objet spatial ayant à bord une source d'énergie nucléaire ou des sources radioactives dangereuses.</p> <p>Un État peut volontairement envoyer à l'IEC un message d'alerte concernant la « rentrée d'un objet spatial » pour : 1) anticiper les demandes légitimes d'autres États parties à la Convention sur l'assistance souhaitant une « assistance » pour l'obtention d'informations⁴⁰ ; 2) inciter l'AIEA à offrir ses bons offices⁴¹ ; 3) prévenir l'AIEA, d'autres organisations pertinentes ou d'autres États d'une situation en évolution de façon qu'ils puissent être prêts à intervenir si la situation venait à empirer ; 4) s'agissant de l'AIEA, d'autres organisations internationales pertinentes ou d'autres États, entreprendre une procédure administrative et/ou donner des conseils aux gouvernements, au public ou aux médias à propos d'une situation d'importance radiologique réelle, potentielle ou perçue.</p>
Encouragement :	Le Secrétariat de l'AIEA encourage vivement les États à informer l'AIEA d'un tel événement aux fins de l'échange international d'informations.

⁴⁰ Voir l'article 2 de la Convention sur l'assistance [1].

⁴¹ Voir l'article 5 de la Convention sur l'assistance [1].

RENTREE D'UN OBJET SPATIAL

Notification
initiale ou
message d'alerte
de l'État de
lancement

ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
<p>État de lancement</p> <p>La NCA(D) faxe à l'IEC la notification initiale ou le message d'alerte sur le formulaire EMERCON SRF, éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son propre site web, ou la/le soumet à l'USIE</p> <p>Une fois que la chute est certaine, la NCA(D) doit faxer la notification à l'AIEA sur le formulaire EMERCON SRF, éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son propre site web, ou la soumettre à l'USIE</p> <p>La NCA(D) appelle l'IEC pour confirmer la réception de la notification/du message d'alerte</p>	<p>Accuse réception de la notification initiale ou du message d'alerte sur l'USIE</p> <p>Authentifie la notification initiale ou le message d'alerte et en vérifie la teneur par appel téléphonique à la NCA(D) désignée de l'État de lancement</p> <p>Offre les bons offices de l'AIEA à l'État de lancement</p> <p>Informe immédiatement les NWP des États qui pourraient être physiquement affectés et les organisations internationales pertinentes de la notification reçue et fax la notification ou le message d'alerte aux NCA(A) et aux missions permanentes de tous les États</p> <p>Met en place une liaison avec l'OOSA</p> <p>Publie la notification ou le message d'alerte sur l'USIE, avec les éventuelles pièces jointes et/ou des liens vers le site web de l'État de lancement. Demande aux NCA(A) des États potentiellement affectés d'accéder à l'USIE et de confirmer la réception de la notification</p> <p>Téléphone aux NWP des États pertinents qui n'ont pas confirmé la réception de la notification sur l'USIE</p>
<p>État de lancement</p> <p>Si le satellite touche le sol en un point connu, la NCA(D) faxe à l'IEC d'autres informations pertinentes sur le formulaire EMERCON SRF ou soumet le formulaire à l'USIE, éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son propre site web</p>	

Informations
complémentaires
émanant
de l'État de
lancement

Informations
émanant
d'autres États

Demandes
d'informations
émanant
d'autres États

RENTREE D'UN OBJET SPATIAL	
ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
Confirme la réception par appel téléphonique à l'AIEA	<p>Informe rapidement par fax et sur l'USIE les NCA(A) et les missions permanentes des États qui pourraient être physiquement affectés et les organisations internationales pertinentes des informations complémentaires reçues</p> <p>Offre les bons offices de l'AIEA aux États potentiellement affectés</p> <p>Compile et analyse les informations, évalue les conséquences potentielles et le pronostic des scénarios potentiels, et envoie des récapitulatifs à tous les points de contact et les publie sur l'USIE</p>
<p><u>État affecté</u></p> <p>Si des matériaux du satellite sont détectés sur le territoire d'un État, la NCA(A) envoie à l'IEC les informations pertinentes par fax ou mél. sur le formulaire EMERCON MPA ou soumet le formulaire à l'USIE, éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son site web donnant les informations pertinentes</p>	<p>Compile et analyse les informations, évalue les conséquences potentielles et le pronostic des scénarios potentiels, et envoie des récapitulatifs à tous les points de contact et les publie sur l'USIE</p> <p>Crée sur l'USIE des hyperliens vers les sites web des autres États donnant des informations pertinentes</p> <p>Coordonne l'intervention des organisations internationales</p>
<p><u>État demandant des informations</u></p> <p>La NCA(A) ou la mission permanente demande les informations à l'IEC par fax, téléphone ou mél.</p>	<p>Compile les demandes et les transmet à la NCA(D) de l'État de lancement ou aux NCA(A) d'autres États pertinents ou prend contact avec l'OOSA pour obtenir des informations</p>

Information du public

RENTREE D'UN OBJET SPATIAL	
ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
<p>État auquel des informations sont demandées</p> <p>La NCA(D) de l'État de lancement ou les NCA(A) d'autres États pertinents communiquent les réponses à l'IEC par fax, mél. ou téléphone</p>	<p>Communique les réponses par fax, mél. ou téléphone aux points de contact demandant les informations et peut les publier sur l'USIE. S'il y a suffisamment de demandes d'informations ou s'il faut démentir des rumeurs, l'IEC fax un message d'alerte aux NCA(A) de tous les États et le publie sur l'USIE</p>
<p>État de lancement ou affecté</p> <p>La NCA(D) ou la NCA(A) envoie par fax ou mél. des copies de tout communiqué de presse ou communique l'URL de son site web public, ou les soumet à l'USIE</p>	<p>Publie les communiqués de presse/URL sur l'USIE</p> <p>MTPI</p> <p>Peut publier un communiqué de presse et publier sur le site web public de l'AIEA des détails sur la demande d'assistance, les mesures prises et le rôle de l'AIEA</p>

Type d'événement : ÉLÉVATION DES NIVEAUX DE RAYONNEMENTS D'ORIGINE INCONNUE

Description :	Élévation inhabituelle confirmée des débits de dose ambiants ou des concentrations d'activité dans l'air, les aliments ou les biens de consommation considérée comme étant d'origine inconnue dans un autre État, laissant croire à un événement d'importance radiologique réelle, potentielle ou perçue pour d'autres États.
Objet :	Activer l'IEC pour : 1) enquêter sur la source de l'élévation des niveaux de rayonnements ou des concentrations d'activité qui pourraient indiquer un rejet de matières radioactives d'intérêt transnational, et prévenir les systèmes d'intervention d'urgence des États ; 2) accroître la fréquence du contrôle radiologique de routine et signaler à l'IEC les éventuels niveaux inhabituels ; 3) être prêt à réagir face à des problèmes d'une importance radiologique potentielle, ou perçus par les médias ou le public comme ayant de l'importance radiologique.
Obligation :	Il n'y a pas d'obligation des États parties en vertu de la Convention sur la notification rapide de notifier à l'AIEA ou aux autres États des conditions correspondant à un tel événement.
Attentes :	Les États Membres, afin de satisfaire aux prescriptions de [2], sont censés notifier, communiquer les informations pertinentes et répondre aux demandes d'informations concernant un événement d'importance radiologique réelle, potentielle ou perçue pour d'autres États, qui comporte la détection initiale ou la découverte de preuves d'une situation d'urgence transnationale, par exemple en : détectant une élévation importante d'origine inconnue des niveaux de rayonnements dans l'atmosphère ; ou en détectant une élévation importante de la contamination de biens de consommation importés.
Encouragement :	Le Secrétariat de l'AIEA encourage les États à informer l'AIEA d'un tel événement aux fins de l'échange international d'informations, notamment lorsqu'il a été largement couvert par les médias.

Message d'alerte

ÉLÉVATION DES NIVEAUX DE RAYONNEMENTS D'ORIGINE INCONNUE	
ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
État(s) notificateur(s) La NCA(D) faxe à l'IEC le message d'alerte sur le formulaire EMERCON SRF/MPA (à l'attention de l'IEC) ou sur le formulaire ENF (pour information seulement) ou soumet le message à l'USIE, éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son propre site web	

Informations
émanant d'autres
États

Demandes
d'informations
émanant d'autres
États

Information du
public

ÉLÉVATION DES NIVEAUX DE RAYONNEMENTS D'ORIGINE INCONNUE	
ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
La NCA(D) appelle l'IEC pour confirmer la réception du message d'alerte	Authentifie le message d'alerte et en vérifie la teneur par appel téléphonique à la NCA(D) désignée de l'État notificateur Publie le message d'alerte sur l'USIE, avec les éventuelles pièces jointes et/ou des liens vers le site web de l'État notificateur
État auquel des informations sont demandées La NCA(A) envoie à l'IEC les informations pertinentes par fax ou mél. sur le formulaire EMERCON MPA ou soumet à l'USIE les informations pertinentes sur toute valeur inhabituelle des niveaux de rayonnements détectée, éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son propre site web	Contacte les NWP/NCA(A) des autres États pertinents et vérifie les données de l'OTICE pour déterminer l'origine ; peut solliciter l'expertise de l'OMM pour calculer les trajectoires a posteriori Compile et analyse les informations, évalue les conséquences potentielles et le pronostic des scénarios potentiels, et envoie des récapitulatifs à tous les points de contact et les publie sur l'USIE Demande des informations à la NCA(D) (par l'intermédiaire du NWP) de l'État dont on considère que provient le rejet
État demandant des informations La NCA(A) ou la mission permanente demande les informations à l'IEC par fax, téléphone ou mél., ou soumet un formulaire de demande d'informations à l'USIE	S'efforce de rechercher et de fournir les informations disponibles S'il y a suffisamment de demandes d'informations ou s'il faut démentir des rumeurs, l'IEC fax un message d'alerte aux NCA(A) de tous les États et le publie sur l'USIE
L'agent national INES s'entend avec la NCA pertinente et soumet le formulaire INES ERF par le biais de l'USIE	MTPI Peut publier un communiqué de presse et publier sur le site web public de l'AIEA des détails sur les mesures prises par l'AIEA et des informations visant à démentir les rumeurs

Type d'événement : AUTRE ÉVÉNEMENT RADIOLOGIQUE

Description :	Tout autre événement radiologique dont il n'est pas question ci-dessus ⁴² .
Objet :	Notifier et communiquer des informations pertinentes afin de réduire le plus possible les conséquences d'une situation d'urgence transnationale non évoquée ci-dessus ⁴³ et, le cas échéant, afin de réduire le plus possible les conséquences radiologiques transfrontières de tout rejet, ou lorsque l'État informateur veut : anticiper les demandes légitimes d'informations visant à protéger la santé, les biens ou l'environnement dans le cadre de la Convention sur l'assistance ⁴⁴ ; obtenir les bons offices de l'AIEA ⁴⁵ ; prévenir l'AIEA de façon qu'elle puisse se préparer à s'acquitter de ses obligations ⁴⁶ ; ou communiquer des informations à d'autres autorités compétentes de façon qu'elles puissent entreprendre une procédure administrative et/ou donner des conseils aux gouvernements, au public ou aux médias à propos des questions de protection ⁴⁷ .
Obligation :	Si un rejet de matières radioactives se produit ou est probable et entraîne ou peut entraîner un rejet transfrontière international, les États parties à la Convention sur la notification rapide sont tenus de le notifier aux États potentiellement affectés et à l'AIEA, de communiquer les informations pertinentes et de répondre aux demandes d'informations émanant d'États affectés.
Attentes :	<p>Les États Membres, afin de satisfaire aux prescriptions de [2], sont censés notifier, communiquer les informations pertinentes et répondre aux demandes d'informations concernant un événement d'importance radiologique réelle, potentielle ou perçue pour d'autres États (situation d'urgence transnationale).</p> <p>Un État peut volontairement envoyer à l'IEC un message d'alerte pour : 1) anticiper les demandes légitimes d'autres États parties à la Convention sur l'assistance souhaitant une « assistance » pour l'obtention d'informations⁴⁴ ; 2) inciter l'AIEA à offrir ses bons offices⁴⁵ ; 3) prévenir l'AIEA, d'autres organisations pertinentes ou d'autres États d'une situation en évolution de façon qu'ils puissent être prêts à intervenir si la situation venait à empirer ; 4) s'agissant de l'AIEA, d'autres organisations internationales pertinentes ou d'autres États, entreprendre une procédure administrative et/ou donner</p>

⁴² Par exemple, découverte d'une source (orpheline) dangereuse, exposition médicale accidentelle donnant lieu à une surexposition grave (mais non une sous-exposition) ou accident de transport.

⁴³ Notamment : 1) tout autre événement qui pourrait provoquer un rejet transfrontière important (atmosphérique ou aquatique) (par ex. rupture de barrage entraînant des matières radioactives en aval vers un autre État, menace terroriste spécifique) ; 2) découverte d'une source dangereuse qui a été, ou dont on pense qu'elle a été, transportée à travers une frontière nationale ; 3) tout autre événement provoquant des perturbations importantes du commerce ou des voyages internationaux ; 4) tout autre événement justifiant l'application d'actions protectrices à des ressortissants étrangers ou à des ambassades dans l'État où il se produit ; 5) tout autre événement causant ou susceptible de causer des effets déterministes graves et comportant un défaut/problemème (de matériel ou de logiciel) qui pourrait avoir de graves incidences sur la sûreté au plan international ; 6) diagnostic de symptômes médicaux qui pourraient être dus à une exposition accidentelle en dehors de l'État ; 7) tout autre événement causant ou susceptible de causer des effets psychologiques importants dans la population d'un État ou d'États autres que celui où il se produit du fait d'un danger radiologique réel ou perçu.

⁴⁴ Voir l'article 2 de la Convention sur l'assistance [1].

⁴⁵ Voir l'article 5 de la Convention sur l'assistance [1].

⁴⁶ Voir l'article 4 de la Convention sur la notification rapide [1].

⁴⁷ Par exemple en cas d'accident de transport.

des conseils aux gouvernements, au public ou aux médias à propos d'une situation en évolution d'importance radiologique réelle, potentielle ou perçue ; 5) alerter par ailleurs le personnel de l'AIEA s'occupant des interventions d'urgence.

Encouragement : Le Secrétariat de l'AIEA encourage les États à informer l'IEC de tels événements lorsqu'ils ont été largement couverts par les médias et aux fins de l'échange international d'informations.

Message d'alerte initial de l'État informateur

AUTRE ÉVÉNEMENT RADIOLOGIQUE	
ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
<p>Si transnational, la NCA(D) faxe à l'IEC le message d'alerte initial sur le formulaire EMERCON SRF ou soumet le message à l'USIE (sur le formulaire ENF si non transnational), éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son propre site web</p> <p>La NCA(D) appelle l'IEC pour confirmer la réception de la notification/du message d'alerte</p>	<p>Authentifie le message d'alerte et en vérifie la teneur par appel téléphonique à la NCA(D) désignée de l'État informateur</p> <p>Offre les bons offices de l'AIEA à l'État informateur</p> <p>Informe rapidement les NWP et les missions permanentes des États potentiellement affectés (selon ce que détermine l'État notificateur) et les organisations internationales pertinentes, le cas échéant, de tout message d'alerte initial reçu</p> <p>En respectant les contraintes de confidentialité ou les instructions de l'État informateur, fax le message d'alerte initial aux NCA(A) et aux missions permanentes de tous les États</p> <p>En respectant les contraintes de confidentialité ou les instructions de l'État informateur, publie le message d'alerte initial sur l'USIE, avec les éventuelles pièces jointes et/ou des liens vers le site web de l'État notificateur</p> <p>Si une source dangereuse qui est endommagée, coincée ou prise dans un incendie ou qui a perdu sa protection est découverte ou détectée, les informations sur l'emplacement exact de la source sont gardées secrètes tant que la source n'a pas été mise en sûreté et sécurisée</p>

AUTRE ÉVÉNEMENT RADIOLOGIQUE	
ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
	<p>S'il y a rejet dans l'atmosphère, informe l'OMM et demande aux CMSR de l'OMM des prévisions de transport atmosphérique</p> <p>Si l'événement comporte une contamination d'eau, de surfaces, de personnes ou de biens de consommation qui peut justifier l'application d'actions protectrices urgentes, ou pour laquelle des actions protectrices préventives ont été mises en œuvre, informe l'OMS (ou l'OPS en Amérique) et la FAO (le cas échéant) et établit une liaison avec elles</p> <p>Si l'événement comporte des surexpositions graves ou exige l'intervention de médecins, établit une liaison avec l'OMS (ou l'OPS en Amérique) et prend des mesures pour garder confidentielle l'identité des patients</p> <p>Si l'événement est une situation d'urgence complexe ou une catastrophe ayant un aspect radiologique, contacte le BCAH</p>
Informations complémentaires émanant de l'État informateur	<p>La NCA(D) envoie à l'IEC d'autres informations pertinentes par fax ou mél. sur le formulaire EMERCON SRF ou soumet le formulaire à l'USIE, éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son propre site web</p> <p>Conformément aux instructions de l'État informateur, en respectant les contraintes de confidentialité et selon que de besoin, faxe les informations aux NCA(A) et aux missions permanentes de tous les États, et aux organisations internationales pertinentes</p> <p>En respectant les contraintes de confidentialité et selon que de besoin, compile et analyse les informations, évalue les conséquences potentielles et le pronostic des scénarios potentiels, et envoie des récapitulatifs à tous les points de contact et les publie sur l'USIE</p> <p>Coordonne l'intervention des organisations internationales</p>
Informations émanant d'États potentiellement affectés	Si transnational, peut demander aux NCA(A) d'autres États de communiquer des informations sur le contrôle radiologique et les actions protectrices sur le formulaire EMERCON MPA

Demandes
d'informations
émanant d'autres
États

Information du
public

AUTRE ÉVÉNEMENT RADIOLOGIQUE	
ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
<p>État(s) au(x)quel(s) des informations sont demandées</p> <p>La NCA(A) envoie à l'IEC les informations pertinentes par fax ou mél. sur le formulaire EMERCON MPA ou soumet le formulaire à l'USIE, ou communique l'URL du site web national donnant les informations pertinentes</p>	<p>Compile les informations, faxe un récapitulatif aux NCA(A) de tous les États et le publie sur l'USIE</p> <p>Crée sur l'USIE des hyperliens vers les sites web des autres États donnant des informations pertinentes</p>
<p>État demandant des informations</p> <p>La NCA(A) ou la mission permanente demande les informations par fax, téléphone ou mél., ou sur l'USIE</p> <p>État auquel des informations sont demandées</p> <p>La NCA(D) de l'État notificateur ou les NCA(A) d'autres États pertinents communiquent les réponses à l'IEC par fax, mél. ou téléphone</p>	<p>Compile les demandes et les transmet à la NCA(D) de l'État notificateur ou aux NCA(A) d'autres États pertinents</p> <p>Communique les réponses par fax, mél. ou téléphone aux points de contact demandant les informations et peut les publier sur l'USIE. S'il y a suffisamment de demandes d'informations ou s'il faut démentir des rumeurs, l'IEC faxe un message d'alerte aux NCA(A) de tous les États</p>
<p>La NCA(D) envoie des copies de tout communiqué de presse ou communique l'URL de son site web public, ou les soumet à l'USIE</p> <p>L'agent national INES s'entend avec la NCA pertinente et soumet le formulaire INES ERF par le biais de l'USIE</p>	<p>Publie les communiqués de presse/URL sur l'USIE</p> <p>MTPI</p> <p>Peut publier un communiqué de presse et placer sur le site web public de l'AIEA des détails sur les mesures prises par l'AIEA et des informations visant à démentir les rumeurs</p>

Type d'événement : ACTE CRIMINEL OU AUTRE ACTE NON AUTORISÉ

Description :	Les actes criminels et autres actes non autorisés mettant en jeu des matières radioactives représentent un large éventail de scénarios possibles : dissimulation de matières radioactives non protégées, menace radiologique, sabotage de colis ou d'expéditions de matières radioactives, vol et dispersion ultérieure de matières radioactives à l'aide d'explosifs classiques.
Objet :	Notifier et communiquer des informations pertinentes afin de réduire le plus possible les conséquences d'une situation d'urgence transnationale et, le cas échéant, afin de réduire le plus possible les conséquences radiologiques transfrontières de tout rejet, ou lorsque l'État informateur veut : anticiper les demandes légitimes d'informations visant à protéger la santé, les biens ou l'environnement dans le cadre de la Convention sur l'assistance ⁴⁸ ; obtenir les bons offices de l'AIEA ⁴⁹ ; prévenir l'AIEA de façon qu'elle puisse se préparer à s'acquitter de ses obligations ⁵⁰ ; ou communiquer des informations à d'autres autorités compétentes de façon qu'elles puissent entreprendre une procédure administrative et/ou donner des conseils aux gouvernements, au public ou aux médias à propos des actions protectrices.
Obligation :	Si un rejet de matières radioactives se produit ou est probable avec une amplitude qui justifie l'application d'actions protectrices, et entraîne ou peut entraîner un rejet transfrontière international, les États parties à la Convention sur la notification rapide sont tenus de le notifier aux États potentiellement affectés et à l'AIEA, de communiquer les informations pertinentes et de répondre aux demandes d'informations émanant d'États affectés.
Attentes :	<p>Les États Membres, afin de satisfaire aux prescriptions de [2], sont censés notifier, communiquer les informations pertinentes et répondre aux demandes d'informations concernant un événement d'importance radiologique réelle, potentielle ou perçue pour d'autres États (situation d'urgence transnationale).</p> <p>Un État peut volontairement envoyer à l'IEC un message d'alerte pour : 1) anticiper les demandes légitimes d'autres États parties à la Convention sur l'assistance souhaitant une « assistance » pour l'obtention d'informations⁴⁸ ; 2) inciter l'AIEA à offrir ses bons offices⁴⁹ ; 3) s'agissant de l'AIEA, d'autres organisations internationales pertinentes ou d'autres États, entreprendre une procédure administrative et/ou donner des conseils aux gouvernements, au public ou aux médias à propos d'une situation en évolution d'importance radiologique réelle, potentielle ou perçue.</p>
Encouragement :	Le Secrétariat de l'AIEA encourage les États à informer l'IEC de tels événements lorsqu'ils ont été largement couverts par les médias et aux fins de l'échange international d'informations.

⁴⁸ Voir l'article 2 de la Convention sur l'assistance [1].

⁴⁹ Voir l'article 5 de la Convention sur l'assistance [1].

⁵⁰ Voir l'article 4 de la Convention sur la notification rapide [1].

ACTE CRIMINEL OU AUTRE ACTE NON AUTORISÉ	
ACTIONS DES POINTS DE CONTACT	ACTIONS DE L'IEC
<p>Message d'alerte initial de l'État informateur</p> <p>Si transnational, la NCA(D) fax à l'IEC le message d'alerte initial sur le formulaire EMERCON SRF ou soumet le message à l'USIE, éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son propre site web</p> <p>S'assure de la réception du message d'alerte initial par appel téléphonique à l'AIEA</p>	<p>Authentifie le message d'alerte et en vérifie la teneur par appel téléphonique à la NCA(D) désignée de l'État informateur</p> <p>Offre les bons offices de l'AIEA à l'État informateur</p> <p>En respectant les contraintes de confidentialité, informe rapidement les NWP et les missions permanentes des États potentiellement affectés (selon ce que détermine l'État notificateur) et les organisations internationales pertinentes, le cas échéant, de tout message reçu</p> <p>Établit une liaison avec INTERPOL et EUROPOL et/ou d'autres organisations internationales pertinentes en respectant les instructions de l'État informateur</p>
<p>Informations complémentaires émanant de l'État informateur</p>	<p>La NCA(D) envoie à l'IEC d'autres informations pertinentes par fax ou mél. sur le formulaire EMERCON SRF ou soumet le formulaire à l'USIE, éventuellement avec pièces jointes et/ou l'URL de son propre site web</p> <p>Conformément aux instructions de l'État informateur, en respectant les contraintes de confidentialité et selon que de besoin, transmet les informations</p> <p>En respectant les contraintes de confidentialité et selon que de besoin, compile et analyse les informations, évalue les conséquences potentielles et le pronostic des scénarios potentiels, et envoie des récapitulatifs à tous les points de contact et les publie sur l'USIE en accès restreint</p>
<p>Information du public</p>	<p>La NCA(D) envoie des copies de tout communiqué de presse ou communique l'URL de son site web public, ou les soumet à l'USIE</p> <p>Publie les communiqués de presse/URL sur l'USIE</p> <p>MTPI</p> <p>Peut publier un communiqué de presse et placer sur le site web public de l'AIEA des détails sur les mesures prises par l'AIEA et des informations visant à démentir les rumeurs</p>

4.5. Demande d'assistance d'urgence à l'AIEA

Si un État a besoin d'une assistance en cas d'incident ou d'urgence nucléaire ou radiologique, que l'événement se soit ou non produit sur son territoire ou sous sa juridiction ou son contrôle, il peut, conformément à la Convention sur l'assistance, demander cette assistance à l'AIEA ou par son entremise.

L'État qui demande l'assistance est responsable de la direction générale, de l'appui et de la supervision des opérations d'assistance sur son territoire. La mission permanente, ou l'autorité nationale compétente, est le représentant gouvernemental censé demander l'assistance en vertu de la Convention sur l'assistance.

Pour faciliter la fourniture rapide d'une assistance, il est prévu qu'une NCA de l'État qui demande l'assistance précise par fax, ou en remplissant le formulaire RFA sur l'USIE, la portée et le type de l'assistance demandée comme suit :

- a) Informations sur l'incident ou l'urgence : nature de l'événement, emplacement, heure à laquelle il s'est produit (UTC et heure locale), nom et adresse complète de l'organisme responsable de l'intervention, et nom et coordonnées de la personne chargée de la liaison avec l'AIEA.
- b) Type(s) d'assistance d'urgence requis⁵¹ : levé radiologique, prélèvement et analyse d'échantillons de l'environnement, recherche et récupération de source, évaluation et conseil, décontamination, appui médical, évaluation de doses, et autre(s) (en précisant).

Note : si une demande d'assistance n'est pas envoyée directement à l'IEC – par les voies établies pour les situations d'urgence –, il en résultera un retard considérable avant que l'IEC puisse y donner suite.

En outre, l'État qui demande l'assistance est censé :

- Approuver, par écrit, le plan d'action pour l'assistance demandée proposé par l'IEC et envoyer rapidement cette approbation à l'IEC.
- Fournir, dans la mesure de ses moyens, des installations et des services locaux pour l'administration correcte et efficace de l'assistance.
- Assurer la protection et la sécurité du personnel, des équipements et des matières introduits sur son territoire aux fins de l'assistance.
- Accorder les privilèges, immunités et facilités nécessaires à l'exécution des fonctions d'assistance.
- Faciliter l'entrée et le séjour sur son territoire, puis le départ, du personnel, des équipements et des biens impliqués dans l'assistance.
- Faciliter le transit par son territoire du personnel, des équipements et des biens dûment signalés comme impliqués dans l'assistance.

⁵¹ On trouvera dans [4] davantage de détails sur l'assistance qui peut être fournie par l'entremise du Réseau d'intervention et d'assistance de l'AIEA.

- Actions de l'IEC Immédiatement après avoir reçu une demande d'assistance d'urgence, l'IEC :
- Communique avec le point de contact demandeur, par téléphone, pour authentifier et vérifier la demande reçue.
 - Évalue techniquement la demande reçue.
 - Fournit un avis initial à l'État demandeur, selon que de besoin.
 - Alerte les autorités nationales compétentes du RANET appropriées (par l'intermédiaire des NWP si nécessaire).
 - Évalue la capacité propre de l'AIEA de fournir l'assistance d'urgence demandée et prie les participants au RANET de mettre en état d'alerte leurs ressources disponibles.
 - Élabore le plan d'action pour la fourniture de l'assistance d'urgence demandée en coordination avec l'État demandeur et, si nécessaire, les États et les organisations internationales pertinentes fournissant l'assistance.
 - Obtient l'autorisation de mise en place auprès des NCA(A) pertinentes lorsque l'État qui demande l'assistance d'urgence a accepté le plan d'action pour l'assistance.
 - Facilite l'assistance d'urgence.

Références

- [1] AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE, Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire et Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique, Collection juridique n° 14, AIEA, Vienne (1988).
- [2] AGENCE DE L'OCDE POUR L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE, AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE, BUREAU DE LA COORDINATION DES AFFAIRES HUMANITAIRES DE L'ONU, ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL, ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ, ORGANISATION PANAMÉRICAINE DE LA SANTÉ, Préparation et intervention en cas de situation d'urgence nucléaire ou radiologique, collection Normes de sûreté n° GS-R-2, AIEA, Vienne (2004).
- [3] EUROPEAN COMMISSION, EUROPEAN POLICE OFFICE EUROPOL, FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS, INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY, INTERNATIONAL CRIMINAL POLICE ORGANIZATION, INTERNATIONAL MARITIME ORGANIZATION, OECD NUCLEAR ENERGY AGENCY, PAN AMERICAN HEALTH ORGANIZATION, UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME, UNITED NATIONS OFFICE FOR THE CO-ORDINATION OF HUMANITARIAN AFFAIRS, UNITED NATIONS OFFICE FOR OUTER SPACE AFFAIRS, WORLD HEALTH ORGANIZATION, WORLD METEOROLOGICAL ORGANIZATION, in cooperation with the INTERNATIONAL CIVIL AVIATION ORGANIZATION and the UNITED NATIONS SCIENTIFIC COMMITTEE ON THE EFFECTS OF ATOMIC RADIATION, Joint Radiation Emergency Management Plan of the International Organizations, EPR-JPLAN (2010), IAEA, Vienna (2010).
- [4] INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY, IAEA Response and Assistance Network, EPR-RANET 2010, IAEA, Vienna (2010).
- [5] AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE, INES, Échelle internationale des événements nucléaires et radiologiques, Manuel de l'utilisateur, Édition 2008, IAEA-INES-2009, AIEA, Vienne (2011).
- [6] AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE, Catégorisation des sources radioactives, collection Normes de sûreté n° RS-G-1.9, AIEA, Vienne (2011).
- [7] AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE, Quantités dangereuses de matières radioactives (valeurs D), EPR-D-Values 2006, AIEA, Vienne (2012).
- [8] INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY, Arrangements for Preparedness for a Nuclear or Radiological Emergency, Safety Guide, GS-G-2.1, IAEA, Vienna (2007).
- [9] AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE, Méthode d'élaboration de mesures d'intervention en cas de situation d'urgence nucléaire ou radiologique, EPR-METHOD 2003, AIEA, Vienne (2009).

- [10] AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE, Critères à utiliser pour la préparation et la conduite des interventions en cas d'urgence nucléaire ou radiologique, Guide général de sûreté, GSG-2, AIEA, Vienne (2012).

1

INTRODUCTION

2

LE SYSTÈME DES INCIDENTS ET DES URGENCES DE L'AIEA

3

POINTS DE CONTACT ET TÂCHES DE PRÉPARATION

4

ARRANGEMENTS OPERATIONNELS